N° 3. — Mars 1925 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE

ADMINISTRATION et RÉDACTION, 17, rue André-del-Sarte. — PARIS (XVIII[e]).

Les Publications récentes

QUESTIONS SOCIALES

LÉNINE : *Que faire?*, 7 francs (Librairie de « l'Humanité »).

PAUL LOUIS : *Histoire du Socialisme en France*, 18 francs (Rivière, éditeur).

Ch. RAPPOPORT : *Jean Jaurès, L'Homme, le Penseur, le Socialiste*, 14 francs (Rivière, éditeur).

GORKI : *Lénine et le Paysan russe*, 7 fr. 50 (Kra, éditeur).

Marcel RIVES : *Le Monopole des allumettes en France*, 10 francs (Presses Universitaires).

Arthur FONTAINE : *L'Industrie française pendant la guerre*, 40 francs (Presses Universitaires).

Germain MARTIN : *Les Finances publiques de la France et la Fortune privée*, 30 francs (Payot, éditeur).

Georges VALOIS : *L'Economie nouvelle. L'Intelligence et la Production*, 16 fr. 50 (Nouvelle Librairie Nationale).

ROMANS ET DIVERS

Thomas HARDY : *Tess d'Urberville*, traduit par Madeleine Rolland, deux volumes, 15 francs (Crès, éditeur).

Manuel DEVALDÈS : *Contes d'une Rebelle*, 5 fr. 70 (édit. de l'*Idée Libre*).

Charles HUMBERT : *Chacun son tour*, 7 fr. 50 (L'Ile de France, édit.).



L'année 1925 verra-t-elle la fusion ?

La lutte pour l'Unité Syndicale

— Alors, l'unité syndicale va se reconstituer cette année ? L'an 1925 verra enfin s'opérer la fusion des deux C.G.T. et celle des deux Internationales syndicales !

— Je le désire et je le souhaite. Mais laissez-moi réserver ma joie pour le jour où l'unité sera effectivement refaite. Ce jour n'est pas encore venu.

— Cependant, le Comité anglo-russe y travaille au point de vue international. Au point de vue national, l'idée du Congrès interconfédéral lancée par la C.G.T.U. fait du chemin.

— Pas d'emballement ! Ne vous préparez pas à récolter avant d'avoir semé. Pour le moment, le Comité anglo-russe d'unité internationale est encore à l'état de projet qui va être soumis aux trade-unions anglaises. Quant à l'idée du Congrès interconfédéral d'unité, voilà longtemps déjà qu'elle a été lancée. Malheureusement, jusqu'ici, elle n'avait pas trouvé grand écho dans la C.G.T. Lafayette. D'ici de là, cette fois, quelques voix lui répondent. C'est bon signe. Mais n'en exagérons pas la signification. C'est un encouragement à poursuivre le travail à peine commencé.

Surtout, ne nous cachons pas les difficultés. Si nous venions à nous casser le nez sur elles sans les avoir prévues, une cuisante désillusion se produirait et beaucoup ne manqueraient pas de dire qu'il n'y a décidément rien à faire.

Nous fûmes quelques-uns à penser, aux jours pénibles de la scission, que si briser était facile, recoller les morceaux serait difficile. Difficile ne veut pas dire, évidemment, impossible.

On prête à Keufer les paroles suivantes, qu'il aurait prononcées vers 1910 : « Si l'unité syndicale n'était pas faite en France, aujourd'hui elle ne se ferait plus ».

Keufer disait cela à un moment où certains de ses amis réformistes voulaient l'entraîner à une tentative de scission dans la C. G. T. d'avant-guerre. Et si la scission ne se produisit pas alors, le mérite lui en revient pour une large part.

Mais la scission s'est produite depuis. Le mouvement syndical français qui était presque seul au monde à avoir réalisé ou sauvegardé son unité l'a perdue à la fin 1921. Du haut en bas de l'organisation syndicale, la cassure s'est faite. En deux grands morceaux d'abord. Mais voilà que, maintenant, un troisième morceau se détache.

Quand souffle le vent de la scission combien de lézardes peuvent se produire ? Quand les ouvriers cessent de se grouper en tant qu'ouvriers sur le terrain de classe et se rassemblent suivant leurs opinions, combien d'organisations différentes peuvent-ils constituer ?

Cependant, tout autour de nous, la masse, qui n'a rien compris à la scission, souffre de la division syndicale et de l'impuissance qui en découle. Elle désire l'unité. Elle dit quelquefois : « Faites l'unité, puis nous reviendrons au syndicat ». Quelquefois, seulement, car souvent elle est sans voix ; plus souvent encore elle ne sait quoi penser ; nos discussions l'ont lassée et dégoûtée ; elle n'y a vu que des querelles personnelles ; elle se bouche les oreilles.

C'est elle pourtant qui peut imposer l'unité, elle seule. Et c'est son plus grand intérêt.

AMSTERDAM ET L'UNITÉ

Voyons comment on envisage la question de l'unité, en haut, dans les Internationales syndicales.

Il est certain que la dernière conférence tenue à Amsterdam par le Comité Exécutif de la Fédération Syndicale Internationale n'a pas fait avancer d'un pas la solution du problème. Le compte rendu du *Daily Herald* que nous avons reproduit (1) permet de reconstituer la physionomie des débats et de voir les divers courants : une gauche avec les Anglais et Fimmen ; une droite avec les Allemands, Oudegeest et Jouhaux ; un centre qui aurait battu le Bureau de la F.S.I. si celui-ci avait maintenu dans une résolution la position prise par Oudegeest.

Quelle était donc la position prise au début des débats par Oudegeest ? Dans une motion que le *Daily Herald* qualifie de brutale, il avait déclaré qu'il y avait lieu de rompre toutes relations avec les syndicats russes, toute base d'accord avec eux étant impossible. C'était la porte de la F.S.I. fermée aux syndicats russes.

La porte leur reste ouverte, suivant la résolution votée et qui traduisait le compromis suggéré par Stenhuis (Hollande) et Schmidt (Internationale des Employés). « ... La Fédération Syndicale est disposée à admettre la Fédération panrusse des syndicats quand celle-ci exprimera le désir de donner son adhésion. » Après que ce désir aura été signifié, la F.S.I. est prête à convoquer une conférence avec le Conseil panrusse.

Après — et non avant comme le demandait la délégation anglaise, celle-ci sachant bien que l'entrée des syndicats russes à la F.S.I. ne signifierait pas simplement l'absorption d'un simple mouvement national mais la fusion de l'I.S.R. avec la F.S.I., d'où la nécessité pour les syndicats russes d'une conférence préliminaire afin d'obtenir des garanties au sujet de cette fusion.

La porte serait ouverte aux syndicats russes non à

(1) Voir notre numéro de février.

l'I.S.R.. La droite la veut fermer aussi bien à la C.G.T. russe qu'à l'I.S.R. Mais le centre, s'il accepte la C.G.T. russe, n'accepte pas la fusion avec l'I.S.R.. Seule la gauche envisage une réorganisation ou une fusion d'où sortirait une Internationale syndicale nouvelle.

Une nouvelle Internationale syndicale unifiée pourrait d'ailleurs seule attirer certaines Centrales, comme celle de la Norvège, qui sont à l'écart des deux Internationales actuelles. La C.G.T. norvégienne a confirmé récemment sa position d'attente de l'unité internationale. Ole Lian, son secrétaire, qui vient de mourir, s'était engagé à l'occasion d'une conférence de la Société des Nations ou du B.I.T. à ramener la C.G.T. norvégienne à Amsterdam. Une fois rentré en Norvège, il dut rompre cette promesse devant le courant hostile provoqué par Tranmaël. Les Norvégiens déclarèrent que s'ils devaient choisir, leur sympathie les porterait plutôt vers l'I.S.R. mais qu'ils préféreraient n'aller ni d'un côté ni de l'autre et travailler au rapprochement des deux Internationales, à leur fusion, à l'unité internationale.

C'est probablement cette attitude de la C.G.T. norvégienne qui a influencé la C.G.T. danoise et l'a rangée du côté des Anglais, au cours de la discussion du 6 février.

Ainsi, une fraction importante de l'Internationale d'Amsterdam, forte de l'autorité des Trade-Unions anglaises, ressent vivement le besoin de l'unité. Elle s'est rendu compte, peu à peu, que la F.S.I. était incapable de répondre aux besoins de lutte de la classe ouvrière, qu'il était nécessaire de la renforcer à la fois par l'unité et par une réorganisation augmentant l'influence des secrétariats internationaux d'industrie.

Dans l'analyse du livre de Fimmen, faite par Philipps Price (1), on a dû être frappé par le jugement que porte sur les points faibles du mouvement ouvrier mondial l'ancien secrétaire de l'Internationale d'Amsterdam :

La principale cause des défaites que la classe ouvrière a subies de façon répétée durant les dernières années, c'est que les ouvriers n'ont pas su remarquer les développements du capitalisme après la guerre, et tirer de ces développements les conclusions théoriques et pratiques nécessaires. Alors que le capitalisme est devenu international, pense internationalement, les ouvriers sont toujours plongés dans une idéologie d'étroit corporalisme individualiste. La classe ouvrière mondiale a ramassé les défroques du capitalisme nationaliste et s'en est vêtue.

En 1919, au retour de la Conférence de Washington, Baldési avait porté un jugement analogue quand il avait dit que cette conférence avait été la rencontre internationale de tous les nationalismes. Dans Amsterdam, les confédérations, toutes plus ou moins liées avec leurs gouvernements respectifs, sont apparues forcément recouvertes des défroques du capitalisme nationaliste.

(1) « Vers une seule Internationale syndicale » numéro de janvier de la *Révolution Prolétarienne*.

Le résultat, c'est l'impuissance où a été cette Internationale nationaliste de tenir les engagements solennels qu'elle avait pris. Déjà, au Congrès de notre C.G.T. Lafayette, le 31 janvier 1923, Fimmen en apportant le salut de l'Internationale dont il était alors le secrétaire, confessait son désespoir :

... Je ne puis pas, et ne veux pas prononcer un discours enthousiaste sur le mouvement syndical international, ce serait une hypocrisie, car, en ce moment, non seulement le monde entier, mais j'ose dire le mouvement syndical de tous les pays se trouve dans une situation difficile. Il y a cinq ou six semaines à La Haye, les militants syndicalistes de presque tous les pays d'Europe, les représentants politiques de presque tous les pays d'Europe se sont réunis pour confirmer une fois de plus les décisions prises par les Congrès de Londres et de Rome. Ces décisions disaient: « Si une guerre menaçait d'éclater, le mouvement ouvrier résisterait par tous les moyens, ferait une grève générale pour éviter une nouvelle boucherie. »

... Je ne crois pas exagérer en disant qu'il y a danger de guerre en ce moment ; je ne crois pas exagérer en disant que l'occupation du bassin de la Ruhr peut être le commencement d'une nouvelle guerre mondiale. Nous constatons que partout, dans tous les pays, sans aucune exception, le mouvement ouvrier est impuissant à réaliser ce que les militants avaient résolu, ce que les militants avaient promis. Je crois que c'est inutile non seulement de dissimuler la vérité, mais je crois que c'est un crime de ne pas dire la vérité. La vérité est qu'au moment où il aurait fallu l'action nous n'avons pas pu la faire.

... Il est nécessaire à la Fédération Syndicale Internationale et à tous les pays de reconnaître la vérité, de reconnaître que nous n'avons pas été dans la possibilité de faire tout ce que nous aurions voulu parce que le mouvement ouvrier de tous les pays dort ou ne pense qu'à ses intérêts particuliers.

L'impuissance actuelle du mouvement ouvrier, Fimmen lui voit encore une autre cause :

Les capitalistes, actuellement, combattent les ouvriers d'une industrie sur un plan international. D'abord, un lock-out dans l'industrie minière anglaise, au cours duquel on compte que les mineurs des autres pays agiront comme jaunes. Ayant écrasé les mineurs ici, on les attaque alors dans les pays où ils ont agi comme jaunes et on emploie ceux qui viennent d'être battus pour maintenir en marche les rouages de l'industrie. Ayant réglé internationalement le sort des mineurs, on s'en prend ensuite, internationalement, aux métallurgistes, aux ouvriers des transports, et ainsi de suite.

Il n'est possible de lutter contre cela que si « ce n'est plus désormais un syndicat de métallurgistes allemands, ou un syndicat de métallurgistes français... qui décidera si la lutte doit prendre une forme active et déterminera la voie dans laquelle on la conduira. Ces décisions seront laissées à une autorité suprême : l'Internationale des Métallurgistes. »

Pour réagir contre l'impuissance du mouvement ouvrier, Fimmen et ses camarades ont été peu à peu

conduits au front unique, à la réorganisation de la F.S.I. sur la base des secrétariats internationaux d'industrie et non plus des centrales nationales, et à la reconstitution de l'unité syndicale internationale.

MOSCOU ET L'UNITÉ

Au III[e] Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge, en août 1924, la question de l'unité internationale fut vivement débattue.

Dans la *Correspondance Internationale* du 30 janvier, Sémard a analysé ainsi les trois positions principales qui furent prises sur ce problème :

1) *La position de la délégation russe, qui posait la question de la rentrée des syndicats russes à Amsterdam ;*

2) *La position de la délégation allemande, qui combattait l'adhésion des syndicats russes à Amsterdam et qui, pour des raisons d'opportunité et de tactique, était contre toutes propositions d'unité à faire à cette Internationale ;*

3) *La position de la délégation française qui combattait l'adhésion des syndicats russes à Amsterdam, mais demandait que des propositions d'unité soient faites à cette Internationale, sous la forme d'un congrès commun, qui déciderait de la fusion et de la création d'une Internationale unique.*

Après discussion, le Troisième Congrès adopta la proposition moyenne soutenue par la délégation française, et il désigna une commission spéciale pour engager, le cas échéant, des pourparlers avec Amsterdam en vue de la préparation du Congrès mondial d'unité.

Les syndicats russes ont fait de multiples efforts pour obtenir leur affiliation aux secrétariats internationaux d'industrie. Ils se sont entendu répondre généralement que cette affiliation était subordonnée à l'entrée de leur C.G.T. dans l'Internationale d'Amsterdam. Quelques secrétariats cependant ont fait preuve d'une plus grande largeur de vues et le Congrès de Vienne de la F.S.I. (juin 1924) a été marqué par une véritable lutte menée par les secrétariats internationaux contre le Bureau de la F.S.I.

Les secrétariats internationaux d'industrie ont réclamé à Vienne une plus grande autonomie, c'est-à-dire le droit d'admettre dans leur sein des organisations n'adhérant pas à Amsterdam, telles que les syndicats russes et les autres syndicats révolutionnaires. Ils demandaient en outre leur représentation dans le Conseil de la F.S.I.

Les secrétariats internationaux les plus importants étaient partisans de l'autonomie, aussi après quelques jours de discussion en commission, le Bureau de la F.S.I. dut-il, sinon capituler, au moins faire des concessions. Une résolution des postiers servit de compromis. En règle générale, les secrétariats internationaux doivent grouper seulement des organisations adhérant à Amsterdam, cependant, chaque secrétariat peut y déroger si la majorité de ses membres estime devoir admettre les syndicats russes. En outre, les Secrétariats désignent trois délégués au Conseil appelés à siéger chaque fois que les Fédérations Internationales sont intéressées. Pour cette délégation, les Secrétariats désignèrent à une forte majorité Fimmen (Transports), Cook (Mineurs), connus comme appartenant à la gauche, et Schmidt (Employés), connu comme élément conciliateur.

Ce premier résultat obtenu par la « gauche » a fouetté l'impatience des syndicats russes. Il leur tarde d'être en contact plus étroit avec la classe ouvrière de partout par la vingtaine de voies que constituent les Fédérations internationales d'industrie.

S'il ne s'agissait que d'eux seuls, le problème serait peut-être vite résolu, encore n'est-ce pas sûr. Mais ils ne peuvent et ne veulent y entrer en abandonnant au dehors les organisations qui constituent avec eux l'Internationale Syndicale Rouge. Si la C.G.T. russe peut entrer sans difficultés, il n'en est pas de même de la C.G.T.U. qui s'en verrait barrer l'entrée par la C.G.T., ni de la C.G.T.U. tchéco-slovaque. Le problème ne peut être résolu que par une fusion des deux Internationales, préparant ,entraînant la fusion dans les pays qui ont connu la scission. D'où la nécessité d'un congrès international d'unité, objectif fixé au Comité anglo-russe d'unité. D'où la nécessité de congrès interconfédéraux d'unité, dans les pays comme la France, la Tchéco-Slovaquie, la Roumanie, etc...

Mais sur sa route l'unité internationale se heurte à de gros obstacles. « Dans Amsterdam, a écrit Price, un type fossile de mandarin syndical s'est retranché ». Il est personnifié par les leaders des syndicats allemands, farouchement hostiles à l'unité internationale. Un autre obstacle, c'est la confiance, amoindrie certes mais grande encore, dans les institutions gouvernementales greffées sur la Société des Nations, telles que le Bureau International du Travail. Dans une éude sur la naissance de la F.S.I., Oudegeest a raconté, il y a quelques années, que sa constitution fut hâtée, sinon provoquée par le besoin des diverses délégations syndicales de se concerter avant la fameuse conférence internationale qui se tint en 1919 à Washington.

La F.S.I. tient donc de sa naissance même le caractère qui devait sûrement l'affaiblir, la mettre sous la dépendance de la bourgeoisie, l'empêcher d'être l'organisation internationale pleinement indépendante, d'esprit et de fait, de la classe ouvrière internationale.

Les deux organisations qui constituent, suivant un mot de Jean Longuet, « l'épine dorsale » de l'Internationale d'Amsterdam, les trade-unions anglaises et les syndicats allemands se trouvent aux prises. La renaissance d'Amsterdam est liée à la victoire des trade-unions.

L'UNITÉ NATIONALE

Déjà trois longues années ont passé depuis que la scission s'est effectuée en France. S'est-on installé dans la scission ?

Certes, pendant un temps, chacune des deux C.G.T. a espéré dépasser et dominer sa rivale et l'on s'est disputé les syndicats, souvent même les morceaux de syndicats. Mais un certain équilibre s'est produit et maintenu. Aucune ne peut espérer

avaler l'autre. La C.G.T.U. a même pris la sage décision de conseiller aux syndicats de la C.G.T. gagnés à l'esprit révolutionnaire de ne pas en sortir et de mener, au sein de leur organisation centrale, la lutte en faveur de l'unité.

Appliquer une telle décision, ce n'est pas s'affaiblir. Les cotisants perdus de ce fait sont largement compensés par le rayonnement moral que cela assure à la C.G.T.U. au sein même de la C.G.T. Cette décision est, au surplus, une garantie que les propositions d'unité et de Congrès interconfédéral sont sérieuses et ne constituent pas une simple manœuvre.

Il est très regrettable que, dès ses débats, la C.G.T.U. n'ait pas adopté l'idée lancée par Herclet — on lui refusa même le droit de l'exprimer dans la *Vie Ouvrière* — de ne pas briser les syndicats à la base, de les laisser aller intacts à l'une ou l'autre C.G.T., suivant la majorité qui se prononcerait dans leurs assemblées.

Il est évident que cette idée vraiment unitaire comportait des difficultés d'application et qu'il aurait fallu que les deux C.G.T. s'y rallient à la fois. Elles ne pouvaient le faire que si les syndicats avaient exercé sur elles une telle pression que toute cassure de syndicat fût regardée comme une action criminelle. Il n'en a pas été ainsi, aucune réaction unitaire d'en bas ne s'est produite.

Elle commence à peine à se manifester. C'est ce qui vient de se produire dans le Bâtiment. On ne veut plus de scissions, aussi les dirigeants du Bâtiment n'ont-ils pas été suivis par la majorité de leurs troupes quand ils ont voulu se retirer de la C.G.T.U.

Malheureusement, le vent de scission n'a pas terminé ses dégâts. Le passage à l'autonomie, ces derniers temps, de syndicats importants comme ceux des ardoisiers de Trélazé, de la céramique de Limoges, de l'enseignement du Rhône, la scission dans le vieux syndicat parisien des terrassiers montre que le travail de dissociation n'est pas encore achevé. Heureusement, le mouvement en sens contraire vers l'unité pour le syndicalisme de masse s'ébranle avec vigueur.

Des obstacles l'attendent. La C.G.T.U. est acquise à l'unité. Mais, pour faire l'unité, comme pour se marier, il faut être deux. Or, jusqu'ici, la C.G.T. s'abrite derrière la formule mensongère : « La maison est ouverte ; vous en êtes sortis ; vous n'avez qu'à y rentrer. » Les éléments de la C.G.T. favorables à l'unité, comme ceux de Meurthe-et-Moselle, hésitent à affirmer leur point de vue, par crainte de servir la C.G.T.U. et non l'unité. Le principal argument jeté dans les jambes du « Comité du vigilance du Livre Confédéré », c'est qu'il ne peut conduire qu'à une nouvelle scission au bénéfice des syndicats unitaires.

Pour que la masse confédérée fasse sur ses dirigeants la pression nécessaire, il faut la convaincre qu'on la conduit sincèrement vers l'unité et non pas vers de nouvelles scissions, qu'avoir deux C.G.T. c'est ne pas en avoir du tout, que tous les espoirs de derrière la tête de ses dirigeants, responsables de la scission, se sont volatilisés.

Ils avaient pensé longtemps que la C.G.T.U. ne pourrait pas vivre, qu'elle serait dévorée par les querelles intestines de tendances. Les mêmes avaient dit autrefois que jamais la minorité d'après-guerre ne serait capable de s'organiser pour mener l'œuvre de redressement. La C.G.T.U. a vécu, s'est développée. Ses effectifs dépassent ceux de la C.G.T.. Son influence sur la classe ouvrière est plus grande ; la plupart des grandes grèves sont conduites par des organisations de la C.G.T.U. Quel meilleur témoignage faut-il ?

Débarrassés des éléments turbulents et révolutionnaires, les syndicats confédérés devaient voir rappliquer chez eux les couches les plus timides de la classe ouvrière, poussées par le patronat libéral. Il a fallu se rendre compte que le patronat libéral était un mythe et que le jour où il ne la craignait plus, le patronat n'avait que mépris pour l'organisation ouvrière, aussi sage qu'elle fût.

On se disait encore que le jour où le reflux politique ramènerait un gouvernement de gauche les fonctionnaires et les ouvriers des services publics se presseraient autour de la C.G.T. amie du gouvernement. Nouvelle erreur encore. L'expérience du cabinet Herriot est concluante. Les fonctionnaires, partis pour une campagne en faveur des 1.800, ont abouti lamentablement à une indemnité de 500 francs, que les jeunes facteurs sont obligés de revendiquer par la grève. Cette déception n'est pas faite pour apprendre aux fonctionnaires le chemin de la C.G.T.

On vit, à la C.G.T., avec ce dernier espoir qu'elle prendra un large essor lors de la mise en application de la loi sur les assurances sociales. Au moyen de caisses de maladie et de chômage, constituées par les syndicats confédérés, on se prépare à attirer les assurés ouvriers et à en faire des syndiqués. A partir de ce jour, les syndicats confédérés français connaîtraient les effectifs imposants des syndicats allemands ; ils engloberaient la grande masse ouvrière, ne laissant aux syndicats de la C.G.T.U. que de squelettiques minorités butées dans une opposition stérile aux assurances sociales.

Piètre espoir, qui n'aura pas la vie plus solide que les précédents. La C.G.T. est encore plus sûrement « nouée » que la C.G.T.U. On ne saurait envisager un prochain et rapide développement de l'une comme de l'autre. L'intérêt ouvrier exige l'unité syndicale.

Des militants de la C.G.T. finissent par s'en rendre compte. L'un d'eux, H. Dubreuil, qui regardait, il y a quelques mois encore, le retour à l'unité comme utopique et irréalisable, vient de publier, dans l'*Information sociale* (12 février), un article caractéristique d'un nouvel état d'esprit :

J'avais essayé d'étudier, ici même, il y a quelques mois, si l'unité syndicale était possible, mais, à examiner attentivement la situation des organisations ouvrières françaises, il apparaît aujourd'hui qu'il vaudrait mieux commencer par se demander si cette unité est désirable...

De ce point de vue, la réponse ne peut être douteuse, après une expérience de plusieurs années. L'atonie générale du mouvement ouvrier français pendant cette période constitue une réponse suffisante...

... L'on peut conclure, pour donner une image plus complète de ce spectacle, que l'organisation dissidente aurait besoin d'une droite pour la garantir des sottises trop exagérées, et que la nôtre aurait besoin d'une gauche pour préserver certaines de ses organisations du danger d'oublier les vues essentielles de l'idéalisme social.

Oui, l'intérêt ouvrier exige l'unité, mais l'intérêt bourgeois a exigé hier la scission et il interdit aujourd'hui le regroupement des forces syndicales. La scission a été un fait le jour où les révolutionnaires ont eu conquis la Fédération des Cheminots, le jour où il est apparu qu'ils allaient prendre la direction de la C.G.T. Le gouvernement ne pouvait tolérer à la tête d'une organisation unique et forte de cheminots, capable un jour de le prendre à la gorge, des éléments révolutionnaires. Il ne pouvait davantage les tolérer à la tête d'une Confédération unique et forte. C'est là la raison principale de la scission. Celle-ci s'est produite en 1921. Elle aurait pu tout aussi bien se produire en 1919 ou en 1917, si l'opposition révolutionnaire avait triomphé plus tôt. Je me souviens d'une réponse que me fit Merrheim quand je lui demandai pourquoi il s'était rallié à la Conférence confédérale de Clermont-Ferrand en décembre 1917, à une motion d'unanimité : « J'ai eu l'impression que si nous l'emportions, si le Bureau confédéral était mis en minorité, Jouhaux et ses amis faisaient la scission. »

L'intérêt bourgeois interdit aujourd'hui le regroupement des forces syndicales qui le menacerait dangereusement. C'est pourquoi la lutte pour l'unité est bien une lutte effective, et une lutte révolutionnaire au premier chef, une bataille de la classe ouvrière contre la classe bourgeoise, contre les représentants et les agents de celle-ci.

Par elle-même l'unité syndicale réalise la première condition de la révolution prolétarienne : elle signifie que la classe ouvrière a pris conscience d'elle-même en tant que classe distincte et ennemie. Une véritable organisation de classe joue d'elle-même un rôle révolutionnaire.

Aussi n'est-ce pas dans un intérêt de parti, de secte ou de tendance que nous devons lutter pour l'unité ; c'est dans l'intérêt de la classe ouvrière ; et c'est là, en définitive, l'intérêt révolutionnaire le plus certain.

Ceux qui placent avant l'intérêt ouvrier l'intérêt de leur parti ou de leur secte ne peuvent, en dépit de tous leurs efforts, qu'entraver la marche vers l'unité. Ceux qui ne voient dans l'unité syndicale qu'une manœuvre aboutissent simplement à rendre suspects les efforts sincères de ceux qui croient à la valeur révolutionnaire de l'unité.

Le parti communiste, dans son désir d'avoir le bénéfice de l'unité, ne s'aperçoit pas qu'il la dessert lorsqu'il commet les graves fautes qu'il a commises pour son compte et fait commettre à l'Union des Syndicats de la Seine et à la C. G. T. U. lors de la semaine pour l'unité et de la manifestation avec le concours de Purcell et de Fimmen.

Ce n'est pas un bon moyen de préparer l'unité syndicale que d'organiser des réunions en commun, sur l'unité, Parti, Jeunesses Communistes et Union des Syndicats. Le reproche fait couramment aux syndicats unitaires c'est d'être des syndicats communistes, une queue du Parti. Pour confirmer sans doute l'exactitude du reproche, on court chercher des députés communistes pour discourir sur l'unité. La classe ouvrière ne s'est guère dérangée ; elle s'en est même détournée comme d'une comédie de mauvais goût.

Que penser de l'abus fait du nom de Purcell et de Fimmen? Fimmen a répliqué aux protestations des organisations lafayettistes qu'il n'était pas fou et qu'il n'avait jamais promis son concours à un tel meeting. Si Fimmen et Purcell étaient venus parler en faveur de l'unité sous l'égide de syndicats de la rue Lafayette partageant leur point de vue, rien de plus naturel. Mais inviter le président de l'Internationale d'Amsterdam et le secrétaire de l'Internationale des Transports adhérente à Amsterdam à parler sous les auspices du Parti et de la C.G.T.U., sous le nez et à la barbe de la C. G. T. adhérente à Amsterdam, c'était compromettre leur action en faveur de l'unité et fournir contre eux une arme à la droite d'Amsterdam.

L'unité ne consiste pas à démolir la C. G. T. au profit de la C. G. T. U., pas plus qu'à démolir la C. G. T. U. au profit de la C. G. T., mais à fondre les deux organisations en une seule. Ni un parti ni un autre ne devra y régner en maître. Ce sont les syndiqués qui décideront, commanderont et seront les maîtres de leur Maison commune.

Il ne suffit pas de parler beaucoup de syndicalisme de masse. Il faut agir en conformité avec cette conception. Or, nous voyons les militants du parti transporter au syndicat les méthodes et les règles du parti et donner ainsi aux syndicats un caractère de secte. Le Parti a le droit d'être sévère quant à l'idéologie de ses adhérents. Tous les ouvriers ont leur place au syndicat. Celui-ci ne peut leur imposer le catéchisme d'un parti. Et le Parti ne peut pas déposséder les syndicats du droit de choisir ses propres militants, ainsi qu'il est advenu au Syndicat des Métaux dans l'affaire Delagarde et à l'Union des Syndicats de la Seine dans l'affaire Largeois.

Si le parti communiste veut réellement aider à la réalisation de l'unité syndicale, il ne fera pas mal de reviser ses dernières méthodes et de travailler avec un peu plus de modestie. Le moment n'est pas venu de se partager l'honneur d'avoir fait le travail. C'est le moment au contraire de se mettre au travail.

Le congrès interconfédéral de septembre, la campagne internationale du Comité anglo-russe ne forment que la première étape de la lutte qui s'engage. Ce n'est pas en quelques mois que l'on surmontera ou que l'on vaincra les résistances. Préparons activement le congrès interconfédéral, travaillons les organisations confédérées pour qu'elles s'y fassent représenter ; éveillons chez les syndiqués confédérés la volonté d'imposer l'unité à leurs chefs recalcitrants, mais ne croyons pas qu'il suffit d'en mettre un bon coup.

Redonner à la classe ouvrière française son unité syndicale, réaliser l'Internationale syndicale unique, voilà un ouvrage qui exigera plus d'un bon coup, une lutte révolutionnaire qui réclamera de longs efforts.

P. MONATTE.

PARMI NOS LETTRES

Syndicats et Parti Nous avons donné le mois dernier une lettre d'un militant des syndicats du Nord posant à Louzon diverses question intéressantes. Voici aujourd'hui la réponse de Louzon :

La lettre du camarade du Nord publiée dans le dernier numéro de la Révolution prolétarienne *soulève deux questions : une question générale, le rôle d'un parti politique, à laquelle je me suis trouvé répondre, sans le vouloir, dans le même numéro de la revue; et une question particulière d'une importance considérable, celle du danger de la division du prolétariat en deux; d'une part, un prolétariat d'ouvriers qualifiés, se formant en aristocratie ouvrière, et, d'autre part, un prolétariat de manœuvres, abandonné à lui-même et exploité jusqu'au tréfonds*

Que ce danger existe, c'est l'évidence même. Les exemples de l'Angleterre et des Etats-Unis en sont, hélas! la terrible preuve. Jusqu'à la grande grève des dockers de Londres de 1889, *les trade-unions britanniques ne groupaient que les professionnels des métiers privilégiés, et ceux-ci, qui jouissaient alors de salaires relativement convenables, laissaient pourrir à côté d'eux, dans la misère la plus noire, l'immense armée des non-qualifiés pour lesquels ils ne professaient que du mépris. En Amérique, malgré les efforts de la* Ligue d'Education Syndicale *de Foster, l'*American Federation of Labor *reste encore constituée presque exclusivement de syndicats d'ouvriers qualifiés.*

Mais où peut se passer la lutte pour éviter cette scission, pour empêcher que les professionnels laissent tomber les manœuvres? Ce ne peut être précisément que sur le terrain même où la question se pose, c'est-à-dire à l'atelier, c'est-à-dire sur le terrain corporatif, sur le terrain syndical. Sur ce sujet, un Parti peut bien faire des thèses et des résolutions, mais il ne peut faire que cela, c'est-à-dire que du vent. Aussi, est-ce au sein même des organisations syndicales, sans intervention d'un parti quelconque, que la réaction s'est produite contre ce danger.

La grève des dockers londoniens qui marque le commencement de l'organisation des non-qualifiés anglais fut conduite par Tom Mann et Ben Tillet, qui, il est vrai, appartenaient tous deux à cette époque, si je ne me trompe, à un parti politique, mais leurs liens avec celui-ci étaient tellement lâches qu'on ne peut pas dire que ce fut comme représentants de leurs partis qu'ils intervinrent. D'ailleurs, lorsque Tom Mann ensuite généralisa son intervention en faveur des non-qualifiés, en préconisant le groupement dans un même syndicat de tous les ouvriers d'une même industrie, qualifiés et non-qualifiés (industrial unionisme) il avait alors rompu tous liens avec tout parti, il agissait uniquement comme syndicaliste révolutionnaire.

En Amérique, la première tentative de grouper les non-qualifiés fut le fait des Travailleurs Industriels du Monde *(I. W. W.), organisation syndicale qui s'était fondée spécialement dans ce but et qui était violemment apolitique. Et lorsque plus tard, dans l'*American Federation of Labor *le mouvement en faveur des non-qualifiés fut lancé par Foster, celui-ci était, à l'époque, libre de toute attache de parti, et s'inspirait exclusivement de l'exemple du syndicalisme révolutionnaire français.*

Mais la preuve la meilleure, c'est le syndicalisme révolutionnaire français lui-même. Pendant toute sa grande période d'activité, entre 1900 *et* 1914, *il ne cessa de lutter pour le nivellement des salaires. Les augmentations réclamées étaient toujours proportionnellement plus fortes pour les ouvriers des dernières catégories que pour ceux des premières, et je pense que personne ne prétendra que les améliorations obtenues en fait par les professionnels durant cette quinzaine d'années l'ont été au détriment des non-qualifiés.*

Pour éviter la séparation en deux du prolétariat au cours des luttes corporatives, il faut absolument une chose, mais elle suffit, c'est que le syndicalisme soit révolutionnaire et non réformiste.

***

A la cellule Renault Il y a quelques semaines, l'*Humanité* publiait une déclaration du secrétaire de la cellule Renault fustigeant la soi-disant « droite » du parti. Nous avions le droit d'en être surpris, le secrétaire de cette cellule ayant affirmé en plusieurs circonstances son accord avec la gauche ouvrière. Que s'était-il donc passé? La lettre suivante, qu'un camarade de province nous communique, va le montrer :

J'ai eu la visite du camarade Briant, secrétaire de la cellule Renault.

*Ce camarade m'a montré le factum qu'il avait signé, contraint par la menace d'exclusion immédiate sous prétexte qu'il avait distribué une vingtaine de brochures à ses camarades de l'usine afin qu'ils se prononcent avec connaissance de cause; le texte de ce factum était entièrement rédigé par le centre et apporté à la cellule par Sauvage lui-même, membre de la cellule. Ce texte a, du reste, paru depuis dans l'*Humanité.

*Après avoir lu ce texte, j'ai dit ce soir-là à Briant que moi je ne l'aurais pas signé. J'ai appris depuis que ce camarade avait donné sa démission du Parti après la parution du factum signé de son nom dans l'*Humanité.

J'ai voulu réagir et protester à ma cellule sur la façon dont on présentait la chose, j'ai ainsi réussi à empêcher le vote sur l'exclusion de Monatte, Rosmer, Delagarde. Ceci se passait à la mi-décembre, on a sursis au vote, la cellule devait se réunir la semaine suivante avec la présence du secrétaire de rayon; mais, au jour fixé, nous avons vainement attendu le secrétaire et le trésorier de la cellule et le secrétaire du rayon.

Ainsi, c'était un texte établi par le centre, apporté par Sauvage et signé sous la menace d'exclusion que le secrétaire de la cellule Renault avait signé.

Par de vils procédés de ce calibre, on aboutit simplement à dégoûter de bons camarades, à les faire rougir d'eux-mêmes, et à les obliger à quitter le Parti.

Le foyer des "incendies européens"

Un coup d'œil aux Balkans

(SUITE ET FIN)

Le Comité de Kossovo

Voici un haut fait de « katchak » d'une autre signification. En août 1924, le roi Ferdinand entreprit un voyage dans les provinces du Sud ; or, sur le passage de son train en Kossovo, des villages se mirent à flamber. Il est bien peu probable que ce soit là du simple banditisme ; il s'agit bien plutôt d'irrédents albanais qui ont voulu prouver que c'étaient eux les maîtres en Kossovo.

Il existe en effet, en Albanie, un « Kossovsky Komitett » ou « Comité de Kossovo ». Ce « Comité » n'est pas, comme on l'imagine immédiatement en Europe, une réunion de messieurs ou de prolétaires, les uns et les autres également policés, qui se réunissent pour « faire de l'action », c'est-à-dire discuter les termes du manifeste qu'ils vont lancer. Non, ce « Komitett » vous rappelle le « Comité » macédonien, l'organisme central des comitadjis. Et son rôle est le même : organisation de bandes armées, de *tchétas*, qui vont remplir de leurs exploits les pays revendiqués. Elles vont jusqu'à Prilep et même, paraît-il, jusqu'à Uskub.

On dit en Serbie que ce comité de Kossovo s'est mis en relations avec le Comité bulgare macédonien. C'est bien possible. Il se pourrait même qu'il fût, comme ce dernier, soutenu par Sofia dans le but de créer des ennuis à la Serbie. Tout cela n'empêche pas que ces Albanais, qui sont d'autre part si anarchiques, ont un sentiment national très fort et seraient prêts à nommer Albanie tous les territoires où l'on trouve des Musulmans à calotte blanche.

LA SERBIE

Enfin quittons les pays du Sud. Voici des paysages qui plaisent mieux à nos yeux d'occidentaux.

Nous sommes en Serbie, cette province — ce Piémont — de la Yougoslavie, qui s'étend de Nich à Belgrade et qui a secoué le joug turc depuis une centaine d'années. Elle a bien employé ce premier siècle d'indépendance. Voici que des arbres ont poussé ; partout nos yeux se reposent sur de la verdure ; la Serbie est devenue un jardin.

Sous les Turcs, elle avait partagé le sort de toutes les provinces de l'Empire ottoman — empire uniquement militaire, les Turcs conquérant mais régnant sur des friches. « Là où les Turcs ont passé, disent les Serbes, l'herbe ne pousse plus ». Le paysan serbe s'est pourtant bien arrangé pour la faire repousser ! C'est qu'il est enfin « maître de son blé ». La terre est partagée ; et à peu près équitablement. C'est vraiment le régime de la petite propriété.

Aussi le paysan ne demande-t-il plus guère qu'une chose : un gouvernement paysan qui ne soit pas, comme tous les gouvernements qu'il a connus, le jouet de la clique militariste; qui ne l'oblige pas comme maintenant encore, à un service militaire de deux années (1) ; qui ne l'accable pas d'impôts et qui ne menace pas à tout instant de l'entraîner dans des aventures militaires.

Aussi, dans les premières années d'après guerre, les paysans ont-ils voté en grand nombre pour les communistes. On vit un beau jour cinquante députés communistes entrer au Parlement, drapeau des Soviets en tête. Mais le Gouvernement sentit que les masses n'étaient encore que superficiellement acquises au mouvement et s'engagea dans une répression féroce.

En huit jours tous les communistes — députés ou non — furent massacrés ou emprisonnés ; et pour parfaire l'œuvre on vota la loi de « protection de l'Etat » d'après laquelle tout travailleur surpris à faire de la propagande est condamné à mort ou à 20 ans de prison.

Aujourd'hui, le communisme n'existant pratiquement plus, le paysan éclairé vote pour les « démocrates », les ennemis bourgeois des « radicaux » qui sont les nationalistes et les militaristes de là-bas ; il commence même à voter pour les membres du parti Raditch dont nous dirons plus tard un mot.

Au point de vue religieux, les paysans serbes sont, comme tous les chrétiens des Balkans, « orthodoxes ». Cela veut dire qu'ils se réclament de la « vraie doctrine » religieuse. Mais il y a autant d' « orthodoxies » que d'Etats. Chaque église nationale orthodoxe est en effet *autocéphale*, c'est-à-dire qu'elle se gouverne elle-même. C'est le conseil des évêques qui, en chaque pays, a la révélation des saints mystères ; son avis en matière de dogme est théoriquement article de foi. Mais, à la vérité, en pays orthodoxe on semble s'occuper fort peu de mystères et de problèmes théologiques ! Les évêques ne sont que des fonctionnaires du Gouvernement, au même titre que les généraux ; ils font leur métier de fonctionnaire au mieux de la sécurité de leur place et se gardent de tout élan spirituel.

Les simples prêtres, les popes, n'ont pas davantage de considération pour les « fonctions sacrées »

---

(1) La Yougoslavie est la deuxième puissance militaire de l'Europe. Elle vient immédiatement après la France.

qu'ils exercent. J'ai assisté en Serbie à un service funèbre. Eh bien ! toute pompe, tout sérieux même en était banni. Le prêtre, visiblement, se moquait du rôle qu'il jouait là ; aussi expédiait-il les versets rituels en vieux slave avec une hâte exempte de toute majesté, accentuant les finales de sonorités humoristiques et maniant l'ostensoir comme un instrument de balistique. Jamais je n'avais si bien compris le quatrain de La Fontaine :

Un mort s'en allait tristement
S'emparer de son dernier gîte.
Un curé s'en allait gaîment
Enterrer ce mort au plus vite.

La conséquence, c'est que les prêtres orthodoxes, les popes, n'ont aucune autorité réelle sur leurs ouailles. Le pope est marié comme un paysan, ignorant et superstitieux comme un paysan ; et si l'on cherche à ne pas être trop mal avec lui, c'est seulement parce qu'on ne peut ni naître, ni se marier, ni mourir sans lui. Toute considération sincère, toute reconnaissance d'une supériosité quelconque sont exclues du sentiment qu'on lui porte.

La différence avec les pays catholiques est donc grande.

Chez nous, malgré cent cinquante ans de franc-maçonnerie, bien que les paysans français sachent lire et écrire, les prêtres et la religion catholique conservent sur nos paysans une réelle autorité morale. Faut-il voir là une conséquence de l'organisation internationale du catholicisme, de sa centralisation, de la discipline stricte qu'il exige de ses militants (célibat des prêtres, doctrine dogmatique)? C'est très probable (1).

Toujours est-il que si en France le clergé peut être un sérieux obstacle à la révolution, il n'en est pas de même en pays orthodoxe : le prêtre orthodoxe étant chargé de famille, n'ayant aucun ressort moral propre deviendra tout naturellement communiste quand il verra les paysans autour de lui devenus communistes. Il nous souvient d'ailleurs qu'en 1922, en Bulgarie, pas mal de prêtres étaient communistes et beaucoup plus encore étaient de la « Ligue paysanne ». Lors du coup d'Etat, beaucoup d'entre eux furent massacrés.

La débalkanisation

Mais quittons la campagne et entrons dans la ville.

Tiens, quel air de fête ! Quel nombre exagéré de boutiques, de rôtisseurs et de restaurateurs en tous genres et quelles alléchantes vitrines : des cochons rôtis, des poulets fumants, de la charcuterie, des poissons. On est donc toujours en bombance, ici? On y mène en tout cas assez joyeuse vie et surtout l'on boit et l'on mange.

Tous les produits agricoles, donc comestibles, sont en effet bien « meilleur marché » qu'en France: un poulet se paie cinq francs, une oie vingt francs, un œuf cinq sous. Par contre, les objets industriels sont beaucoup plus chers ; quatre ou cinq fois plus chers qu'en France. Il y a là un phénomène analogue à ce que l'on a appelé en Russie la « crise des ciseaux ».

Ne comptez pas sur moi pour vous en donner une explication. Adressez-vous aux économistes ; ils seront sûrement en état de vous en fournir une bonne dizaine ! Pragmatiquement, vous adopterez celle qui s'accordera le mieux avec les espoirs que vous formez relativement à l'avenir de notre espèce.

Au point de vue moral, les gens de la vieille Serbie sont intéressants par leur désir de s'éloigner de ces formes de vie ultra-primitives qui furent les leurs pendant des siècles, de se civiliser, en un mot de se « débalkaniser ». Ils sont en effet des Slaves ; et les Slaves sont des peuples très jeunes, très vigoureux, en plein dynamisme, vraisemblablement destinés à jouer un grand rôle dans l'histoire des civilisations.

Pour le moment, ces aspirations progressives n'ont pas encore pris de forme originale et se résument en une grande admiration de l'Europe. Nos républiques usées mais ordonnées de Suisse et de France jouissent là-bas de beaucoup de considération. Pour la France, il faut même ajouter un grand prestige.

Evidemment l'influence française n'est pas aussi grande que dans l'Orient véritable (Salonique, Constantinople, Syrie) où tout le monde parle français et a été à l'école française (1). Mais pour être moins directe, elle n'en est pas moins importante : les billets de banque sont rédigés en français ; de même souvent les inscriptions des monuments publics (« Bureau central des Postes » à Belgrade) et d'une manière générale la langue française est assez répandue pour que dans les villes le voyageur français trouve toujours à qui parler.

On a d'ailleurs pour lui beaucoup de considération. On lui dit les yeux brillants : « Ah ! vous retournez en France ! quelle chance vous avez. Ah ! moi aussi j'ai vécu à Paris. » Ah ! Paris, ville magique ! Patrie désirée ! Avoir vécu à Paris, cela suffit à dorer toute la vie d'un boutiquier balkanique. A tout moment l'on se rend compte que la capitale de la Serbie ce n'est pas Belgrade, c'est Paris. Et presque toujours, pour vous convaincre que c'est bien vrai, votre interlocuteur qui « a vécu à Paris » vous nomme avec fierté le quartier où il habitait (avec le numéro de l'arrondissement !) et la station de métro où il descendait. Il ne tarde

(1) Avis à nos socialistes S.F.I.O. Le christianisme orthodoxe a perdu toute puissance réelle parce qu'au lieu de rester une organisation internationale indépendante, il s'est scindé en autant d'églises nationales que ses fidèles avaient de nationalités. Et chaque église, en chaque Etat, s'est faite naturellement la servante du pouvoir. De même, le socialisme de la 2e Internationale a perdu tout prestige parce qu'au lieu de rester international et en butte aux persécutions des Etats, il s'est fait nationaliste en chaque section nationale. Rigueur de l'organisation internationale, de la doctrine et de la discipline, voilà le secret de la puissance du catholicisme et du communisme.

(1) A Salonique, il y a des Saloniciens qui ne savent pas le grec: ils ne parlent que français et judéo-espagnol.

pas non plus à vous faire part de quelque détail polisson destiné à prouver qu'il savait se conduire en « Parisien ». Bien des peuples étrangers se figurent en effet Paris comme la patrie de l'érotisme et le vrai Parisien comme inévitablement débauché. Cette opinion n'est pas fausse si vous voulez, mais elle est exagérée et le fait que ces gens n'en soient pas choqués aide à comprendre que leur érotisme soit incontestablement inférieur au nôtre (1).

Un autre aspect amusant de ce désir de débalkanisation, c'est le culte du « moderne ». En Europe, n'est-ce pas, le moderne est devenu tout à fait suranné. Personne n'est plus « moderne »; ça date autant que les conceptions sociales de M. Renan. Alors, le « moderne » s'est réfugié aux Balkans : à côté d'enseignes comme « concert français », « bal parisien », on lit des annonces de : « Modern salon » ou de « Société moderne ». Des jeunes filles bien élevées se flattent, devant leurs cavaliers (elles ont encore des « cavaliers » !) d'être « modernes »... et les cavaliers n'en sont point désarçonnés.

Mais on a aussi des respects moins intellectuels et vraiment plus sérieux. Ainsi la fraternité slave. Les Slaves de partout sont les frères des Slaves de Serbie. La Serbie est le seul pays que je connaisse où tout sujet russe ne soit pas chargé de la plus haineuse des suspicions. Il y a eu de tout temps beaucoup de Russes en Serbie ; avec l'émigration et les débris de l'armée Wrangel, il y en a beaucoup plus encore. Eh bien, ils sont là comme chez eux. Les gens ne s'occupent pas de savoir s'ils sont blancs ou bolcheviks : ils voient en eux avant tout des Russes, c'est-à-dire des frères de race. Dans chaque ville, on lit des enseignes « Hôtel de Russie », « Moskwa Hôtel », « Magasins de Moscou ».

De même pour les Bulgares. Il n'y a pas de haine antibulgare. Les Serbes disent : « Nous nous battons toujours contre les Bulgares. Mais ils sont les mêmes que nous. Nous devrions nous unir à eux. C'est dommage que nous ayons manqué l'occasion avec Stamboulisky en 1922. »

Stamboulisky, l'élu des paysans, était en effet sincèrement pour la paix et aurait sûrement mené à bien cette fusion facile des deux peuples. Les radicaux serbes ne l'ont pas voulue ! Vraisemblablement, seule la dictature paysanne la réalisera.

LES « NOUVEAUX PAYS »

C'est ainsi qu'on nomme en Serbie les terres slaves qui faisaient partie en 1914, de l'Autriche-Hongrie et qui furent rattachées à Belgrade en 1919, ce sont des pays très intéressants en eux-mêmes et au point de vue politique, car leur rattachement ne va pas sans créer de grosses difficultés à la couronne serbe.

Ils comprennent la Bosnie, l'Herzégovine, la Croatie, la Slovénie et la Dalmatie. Toutes ces provinces ont connu bien des vicissitudes au cours de l'histoire.

La Bosnie et l'Herzégovine avaient été sous le joug de la Turquie pendant des siècles, puis étaient tombées sous celui de l'Autriche en 1878 ; quant aux trois dernières provinces, elles avaient été hongroises, autrichiennes, indépendantes et même françaises. Napoléon, en effet, les annexa, ainsi que Trieste et l'Istrie en 1809 et les rattacha à l'Empire sous le nom de « provinces illyriennes ». Cela dura jusqu'au Congrès de Vienne.

Ce sont des choses que nous avons complètement oubliées en France ; mais il en reste des souvenirs dans le pays, particulièrement dans la littérature dalmate. Napoléon fit, en effet, grande impression sur la plupart des peuples qu'il conquit et resta considéré par eux comme le Soldat de la Liberté.

Ces provinces sont, en réalité, slaves, et le seul Etat dont elles puissent logiquement faire partie est celui des Slaves du Sud ou Yougoslavie. Mais il peut y avoir Yougoslavie et Yougoslavie, et elles estiment que la place qui leur est faite dans ce qu'on appelle aujourd'hui Yougoslavie n'est pas du tout ce qu'elles méritent.

Elles sont, en effet, beaucoup plus avancées, plus européennes que la Serbie. Le voyageur qui, après avoir séjourné en Serbie, retourne en Europe par la Croatie et la Slovénie est tout étonné d'avoir tout à coup sous les yeux des paysages reposants et humains, coupés de nombreuses routes droites et unies qui ne s'amusent pas, comme aux Balkans, à éviter la plaine pour passer par le sommet des collines. On voit que l'Autriche est passée par là ; on y retrouve la marque de ses qualités d'organisation et de goût. Les magnifiques gorges de la Save, la Slovénie ont été arrangées par elle en lieux de villégiature ; Loubliana (ci-devant Laybach), capitale de la Slovénie, est une ville charmante.

On conçoit donc que ces Croates, Slovènes et Dalmates, qui ont derrière eux plusieurs siècles de civilisation, supportent difficilement d'être menés par la Serbie qui est en somme née d'hier. Mais ce sont les Croates qui sont les plus remuants.

Ce n'est pas d'aujourd'hui, d'ailleurs. Sous les Autrichiens, déjà, les paysans croates étaient organisés en une ligue puissante et quand survint la débâcle autrichienne, en 1918, ils surent bien faire leur révolution agraire et s'emparer des terres seigneuriales. Aujourd'hui, ils restent les maîtres de leurs terres.

Par contre, leurs voisins les Slovènes qui n'avaient pas d'organisation restèrent passifs et s'en remirent à la libéralité de l'Etat serbe du soin de leur remettre légalement les terres : ils attendent toujours ; un projet fut bien déposé, mais il dort encore. De la nécessité de l'organisation et de l'action au bon moment !

Raditch, chef des paysans

Aujourd'hui le chef des paysans croates est un homme dont le nom commence à être bien connu en Europe : Raditch. C'est un homme remarquable, le seul homme depuis Lénine qui vive dans le dynamisme des masses, un homme dont ses ennemis eux-

(1) Signalons en passant que ce sont les Anglo-Saxons qui nous paraissent affligés de l'érotisme de plus basse qualité.

mêmes déclarent : « C'est un homme magique ». « c'est un vrai révolutionnaire ». En 1924, il est arrivé à être l'axe de toute la politique yougoslave.

Son parti, le « parti républicain des paysans croates » est un véritable parti de masses ; ses ramifications solides s'étendent jusqu'au moindre village; tous les députés croates sont raditchevsky (1) et lors de la grande crise qui suivit en octobre 1924 la chute du ministère Davidovitch, le parti donnait, chaque semaine, une dizaine de meetings à chacun desquels assistaient quinze mille paysans.

Raditch est, en effet, un orateur merveilleux; c'est le démagogue dans toute l'acception du mot : l'homme dont le verbe *meut* la foule. C'est un réaliste ; il ne s'attache pas à des détails de forme. Comme ses auditeurs paysans sont catholiques, il commence tous ses discours au nom de Jésus et de Marie. Ou ainsi : « O Peuple des paysans croates ! Loué soit Dieu et Vive la République ! Mes frères ! » Puis, par exemple : « Que vous êtes beaux et nombreux ce soir ! Et vous êtes ici seulement quinze mille, mais jusque dans les hameaux nous avons maintenant des sections. Car vous êtes arrivés à considérer les affaires publiques comme votre propre bien et là est le plus précieux des espoirs ! J'ai beaucoup de choses à vous dire ce soir. Je vous dirai, premièrement, ce que les bandits capitalistes font contre vous, puis ce qu'ils projettent de faire, enfin, comment nous leur répondrons. »

Il est difficile de dire quel est le but exact de Raditch. Le public ne peut connaître que ses mots d'ordre. Le principal de ceux-ci a été pendant longtemps « l'indépendance de la Croatie ». C'est par lui, par la glorification des vertus croates que fut gagnée la masse entière des paysans croates. Il semble bien que c'est là tout ce que Raditch en attendait : premièrement, il est un politique trop avisé pour vouloir ajouter un nouvel Etat à la poussière des Etats balkaniques ; et surtout il se garda de réaliser ce mot d'ordre quand l'occasion s'en présenta en octobre 1924.

A ce moment, le ministère Davidovitch venait de tomber ; les Raditchevsky refusant d'entrer dans un gouvernement de coalition, la situation parlementaire devenait insoluble. D'autre part, la Croatie entière était là, prête à l'action ; elle n'attendait qu'un geste : que Raditch rappelât tous les députés croates à Zagreb (autrefois Agram), capitale de la Croatie. Ce geste ne fut pas fait ; mais Raditch porta à leur dernier degré de violence ses attaques contre Belgrade. En même temps, on remarqua que dans ses discours il ne parlait plus de « Croates » mais de « paysans »: « le travail paysan », « l'honnêteté paysanne », « les souffrances paysannes »; et il ne s'agissait plus seulement des paysans croates, mais expressément de ceux de Slovénie, de Serbie, et même de Bulgarie. Il proclamait : « On nous a sommés de nous désolidariser de la III[e] Internationale. Nous ne sommes pas de la III[e] Internationale. Nous avons adhéré à l'Internationale des paysans et nous n'abandonnerons jamais nos frères paysans ! »

Ce qui prouve que Raditch veut être maître, non pas en Croatie, mais en Yougoslavie— et en une vraie Yougoslavie qui comprendrait tous les Slaves du Sud. Il exercerait la dictature paysanne dans un Etat slave allant de l'Adriatique à la Mer Noire.

C'est une chose réalisable : les obstacles à renverser sont les milieux militaristes de Belgrade et le Roi ; un parti de masses peut y arriver. Quant au czar bulgare, il ne pèsera pas lourd devant ses paysans dès qu'ils seront assurés de pouvoir traiter avec un gouvernement paysan serbe.

(1) On dirait en France raditchiste.

ROUMANIE ET BULGARIE

La Roumanie est le pays du pétrole.

Comme tel, c'est sûrement l'Etat balkanique qui attire le plus l'attention du monde. Américains, Italiens, Anglais, Français s'y agitent fiévreusement, tâchant d'agrandir leur part du précieux liquide. C'est d'ailleurs une chose difficile et l'on n'y réussit qu'à la condition de plaire à la Reine, la « Standard Oil », « the greatest Company of the World » qui vous accorde ce qu'il lui plaît et au prix qu'il lui plaît.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, ce n'est pas un bonheur pour la Roumanie d'être devenue la Foire mondiale des pétroles. Les impérialistes, toujours désireux d'obtenir d'elle de meilleures conditions d'exploitation, de nouvelles capitulations, emploient contre elle tout l'arsenal de leurs moyens de coercition économique, financiers et douaniers.

Les conflits économiques de la Roumanie et des Etats impérialistes sont constants. On ne s'en aperçoit pas en Europe, mais en Roumanie ce n'est que trop sensible. La *lei* roumaine est tombée à un taux dérisoire ; quant au prix de la vie, il est sur la base de l'or, à peu près le double de ce qu'il est ailleurs.

Le malheureux Etat bourgeois roumain a, d'ailleurs, d'autres ennemis plus immédiats : d'une part ses voisins, de l'autre son prolétariat. La Roumanie est, en effet, entourée d'Etats ennemis : la Bulgarie, la Hongrie qui l'a vue d'un mauvais œil annexer, en 1919, la Transylvanie et la Bukovine, la Russie enfin qui n'a jamais voulu reconnaître son annexion de la Bessarabie, territoire essentiellement russe, où l'on ne comprend même pas le roumain.

Circonstance singulièrement aggravante : les Roumains ne sont pas des soldats. Au point de vue valeur guerrière, ils sont incapables de soutenir la comparaison avec leurs voisins. La France peut bien leur fournir des armes, elle n'empêchera pas qu'en cas de guerre ouverte, les armées russes n'arrivent en huit jours sur les rives du Danube.

Quant aux difficultés d'ordre social, elles sont également grandes. La question agraire n'est pas du tout résolue ; peut-être seule de toute l'Europe, la Roumanie en est encore au régime de la grande propriété seigneuriale ! D'autre part, dans ces immenses entreprises de pétrole travaille un prolétariat important, évidemment accessible aux idées de classe.

***

La Bulgarie est un pays beaucoup plus jeune, plus vivant, plus combattif et aussi plus avancé so-

cialement. La terre y est partagée ; les paysans y sont unis en une très forte organisation. Ils ont presque été la classe dirigeante pendant deux ans. Stamboulisky était, en effet, leur homme. S'il avait porté ses coups contre la monarchie et balayé la caste des courtisans, son gouvernement aurait été la véritable dictature paysanne.

Il n'en agit pas moins en gouvernement socialiste — dans le bon sens du mot — et obtint des réalisations intéressantes : à l'intérieur, il frappa de lourdes contributions la bourgeoisie et promulgua la loi du travail obligatoire ; à l'extérieur, il supprima les subsides aux comitadjis et jeta les premières pierres de l'entrée de la Bulgarie dans la Yougoslavie.

Il fut assassiné dans un groupe de paysans en 1923, lors du Coup d'Etat de Tsankoff, une brute balkanique sanguinaire.

On sait en Europe que les possibilités révolutionnaires sont grandes en Bulgarie ; on sait que les paysans y sont extrêmement remuants, de vrais « bougres » (1) et que la lutte politique là-bas c'est la lutte armée. Cependant, il convient de se méfier et de ne pas baser cette opinion sur les nouvelles de troubles que nous lisons tous les six mois dans les journaux. Quand il y a des troubles véritables, les journaux se gardent de nous le dire. Et toutes ces attaques sans lendemain de gares et de palais de justice sont de pseudo-attentats organisés par Tsankoff lui-même.

Il veut prouver par ce moyen l'imminence du danger communiste et obtenir des puissances impérialistes l'autorisation d'augmenter son armée réduite à quelque vingt mille hommes par le traité de Neuilly.

C'est une permission qu'il a d'ailleurs déjà obtenue en septembre 1923. On se souvient qu'à ce moment des communistes bulgares déclenchèrent une offensive très sérieuse pour la prise du pouvoir ; ils mirent sérieusement en péril le pouvoir de Tsankoff à qui l'on permit alors d'augmenter ses forces régulières et irrégulières. Les communistes furent finalement massacrés. Mais, comme on l'a dit, cette offensive aura eu pour résultat de « prouver la combativité des révolutionnaires bulgares »... qui n'était d'ailleurs pas à démontrer.

PERSPECTIVES

Nos lecteurs ouvriers savent que la « question d'Orient » a toujours été de la blague. Il n'y a pas de question d'Orient ; il n'y a qu'une « question des impérialismes ». Les impérialistes amassent les fagots et prennent ensuite prétexte d'un fait divers oriental pour mettre le feu au bûcher.

Par exemple, en 1914, la guerre a éclaté parce qu'elle était préparée depuis longtemps par la rivalité aiguë des impérialismes allemands, français, anglais et russes. La bombe de Serajevo, comme l'oppression des Serbes de Bosnie n'y est pour rien. La Russie n'a permis à Belgrade d'organiser l'attentat et l'Allemagne ne l'a exploité comme elle l'a fait que parce que ces deux empires étaient résolus à une conflagration générale. S'il n'y avait pas eu de charbon dans la Ruhr, de fer à Briey, de pétrole au Caucase et si les passions impérialistes n'avaient pas été chauffées à blanc, l'Autriche aurait pu exploiter dix fois plus de Serbes, sans qu'un misérable secrétaire de chancellerie eût l'idée de bouger le petit doigt !

Rayons donc de nos papiers cette conception d'un Orient « magique » dont les « questions » périodiques et fatales jetteraient dans les flammes l'innocente Europe. Cette conception bassement thaumaturgique est le type de ces inventions grossières par lesquelles les bourgeois rendent l'histoire incompréhensible et masquent leurs méfaits. Elle s'écroule dès qu'on envisage la question du point de vue matérialiste — ou, tout simplement, avec bon sens.

Retenons cependant, que les impérialistes aiment faire surgir leurs propres carnages des petits conflits orientaux. Et comme c'est là une pratique qui ne semble pas près de finir, tâchons de voir de quel détail balkanique sortira la « prochaine dernière », celle qui vraisemblablement méritera le nom de mondiale.

Oh ! ce ne sont point les sources de conflit qui manquent aux Balkans ! Les malheureux paysans y sont toujours menacés de quelque aventure militaire et nous avons vu qu'une grande part du succès de Raditch était due au caractère pacifiste de sa propagande paysanne.

Ainsi, Raditch déclencha la grande crise de l'automne 1924 en prononçant ces paroles : « La Serbie, l'Italie et la Grèce préparent un terrible destin à l'Albanie. Mais il n'est pas un Croate qui désire la guerre avec l'Albanie ! » Le ministre de la Guerre qualifia ces propos de « défaitistes » (1) et donna sa démission, d'où chute du ministère, dissolution de la Chambre, coup de force radical, terreur électorale.

Ainsi, il suffit en Serbie de proclamer que l'on ne veut pas la guerre avec l'Albanie pour être *défaitiste*. Cela seul suffirait à prouver la véracité des paroles de Raditch, mais il n'en est pas besoin: il est dès maintenant certain que l'Italie entretient en Albanie des bandes armées qui parcourent le pays, faisant de la « propagande » italienne. La Serbie fait de même. La Grèce probablement aussi.

Que résulterait-il d'une expédition contre les Albanais ? Vraisemblablement, pas grand'chose : les armées italiennes toutes décontenancées par ces combattants individuels seront ridiculement jetées à la mer comme elles l'ont été en 1920 ; les Grecs ne prendront à l'action qu'une part théorique ; quant aux Serbes ils sont bien capables de ravager une fois encore l'Albanie ; mais le roi Ferdinand y risque sa couronne.

Un autre conflit possible est celui qui amènerait les Serbes à Salonique et rendrait aux Bulgares la Thrace occidentale et les côtes de la mer Egée. La Serbie est entrée dans la « guerre des Balkans »

(1) Bougre = Bulgare.

(1) Défaitisme : mot devenu international, trouvaille de la bourgeoisie française, talisman des gouvernements qui veulent instituer la terreur légale.

surtout pour Salonique. Elle était sans port et avait absolument besoin d'en avoir un ; le plus indiqué était Salonique, capitale méridionale de la Macédoine, tête de la grande ligne du Vardar : Belgrade Nich, Uskub, Méditerranée. Or, Salonique fut attribuée à la Grèce. Et quoique la Yougoslavie ait aujourd'hui Sussak près de Fiume, la Serbie proprement dite est toujours sans port. Aussi, n'a-t-elle pas renoncé à Salonique. Presque tous les Serbes disent : « On ne peut pas vivre sans Salonique. Mais ça ne durera pas. D'ici cinq ans nous le prendrons. » Nous ne sommes pas aussi sûrs que cette prédiction se réalisera dans ce délai. Cependant, c'est une chose possible. Quant aux Bulgares, ils reprendraient à la Grèce la côte de l'Egée et la Thrace que la Grèce leur a enlevées en 1918. Ces régions forment une mince bande de territoire absolument impossible à défendre.

Mais le conflit qui amènera inéluctablement la guerre européenne — à moins qu'il n'en soit la conséquence — c'est celui qui verra les armées soviétiques russes passer en Bulgarie et Yougoslavie sur le corps de la Roumanie bourgeoise. Les paysans roumains sans terre recevront les soldats rouges comme leurs libérateurs ; quant aux paysans bulgares, ils attendent les Russes comme leurs frères aînés et sitôt qu'ils les verront paraître, la couronne des Cobourg sautera et la République paysanne sera proclamée. De même en Yougoslavie. Ainsi sera constituée une vaste union de Républiques paysannes allant de la Baltique à l'Egée et à l'Adriatique. Ainsi, en peu de jours, peut être réalisé — par les prolétaires ! — le rêve du tsar Pierre.

Il est évident que la bourgeoisie mondiale ne verra pas de tels événements sans réagir furieusement. Ce ne sera pas seulement, comme le dit l'*Action Française*, « la lutte de l'Orient bolchevique contre la réaction latine ». Ce sera la lutte de tout le prolétariat contre la bourgeoisie du monde entier, cotre « ces dix mille êtres surhumains qui mènent le monde ». Mais ayons confiance. La cause de l'humanité est entre bonnes mains, celles des Slaves, race jeune, vigoureuse, où bouillonne une vie profonde, qualifiée entre toutes pour tirer notre humanité de l'ornière où elle est arrêtée et la lancer dans de nouvelles voies.

J. PÉRA.

Décembre 1924.

A travers les Livres

Nous avons reçu :

Maxime Gorki : *Lénine et le Paysan Russe.* Prix : 7 fr. 50. (Kra, édit.).

Paul Louis : *Histoire du Socialisme en France.* Prix : 18 fr. (Rivière, édit.).

Charles Rappoport : *Jean Jaurès, L'Homme, le Penseur, le Socialiste.* Nouvelle édition. Prix : 14 fr. (Rivière, édit.).

Henriette Roland Holst : *Over Leven en Schoonheid.* Van der Schalk ; Arnhem ; N.V. Uitgevers ; Maatschappij.

LA VÉRITABLE INDE ET L'INDE LÉGENDAIRE

A la suite de l'expulsion de Roy par Herriot, la Ligue des Droits de l'Homme organisa un meeting aux Sociétés Savantes, sur « Les Aspirations de l'Inde ». Elle avait délégué tout ce qu'il y avait de mieux, tout ce qu'il y avait de plus « gauche », le philosophe Challaye et le physicien Langevin, Victor Basch, président. Pour corser le programme, Miss Wilkinson, femme député du Labour Party était venue à Paris « en avion » afin de participer au meeting, et un Hindou authentique clôturait la liste des orateurs.

L'intérêt de ce meeting résida dans la magistrale leçon qui fut faite aux professeurs de la Ligue par l'orateur hindou. Basch, Challaye et Langevin avaient parlé de « l'Inde, pays de la culture morale, pays qui ne compte que sur les forces morales, patrie de la non-violence ».

Et après cette Inde d'Opéra-Comique, voilà que la véritable Inde apparut, avec l'Hindou basané, aux cheveux tordus en chignon, au parler parfois petit nègre, mais au verbe passionné.

Il ne s'agissait plus avec lui des revendications des « intellectuels hindous se plaignant de ne pouvoir entrer en nombre suffisant dans l'Administration britannique ; il ne s'agissait plus avec lui des brillantes qualités scientifiques de quelques Hindous d'Université », il s'agissait de la masse entière du peuple qui crève de faim. Il retraça en termes enflammés, la famine et l'esclavage de 300 millions d'êtres, le massacre d'Amritsar où des centaines d'Hindous pacifiques furent massacrés par les mitrailleuses britanniques et à la suite duquel une souscription publique fut ouverte en Angleterre en l'honneur du général assassin, — il parla des 20.000 prisonniers politiques des Indes et des tortures auxquelles ils sont soumis, les coups de fouet qui pénètrent d'un centimètre dans la chair.

Mais voici le décisif : il parla de Gandhi et de la non-violence. Gandhi, dit-il, n'a plus d'influence aux Indes, et chacun sait maintenant que la résistance passive ne saurait avoir raison de l'Angleterre. Le joug britannique ne sera renversé que « *par une Révolution violente et organisée* ».

Pourquoi donc cette extraordinaire discordance entre l'Hindou réel, tel qu'il est aujourd'hui, tel qu'il apparut à la tribune des Sociétés Savantes, et l'Hindou légendaire, l'Hindou des livres ? C'est que l'Hindou classique, l'Hindou des livres, l'Hindou de la « culture morale », n'a jamais été qu'une très faible fraction du peuple hindou. Ce fut l'Hindou des hautes castes, écrasant sous sa domination toute l'énorme masse des castes inférieures. Et tant que la grande industrie capitaliste n'exista pas aux Indes, cette masse paysanne et dispersée fut sans conscience.

Mais aujourd'hui qu'il y a des centaines de milliers d'ouvriers rassemblés dans les filatures et les tissages de l'Inde, dans ses charbonnages et dans sa métallurgie naissante, c'est un autre Hindou qui apparaît. C'est le peuple hindou ; et celui-ci apparaît tel qu'il a été façonné par l'industrie capitaliste, et non tel qu'il avait été façonné par une soi-disant philosophie hindoue qui ne fut qu'une philosophie d'aristocrates

C'est le prolétaire hindou, identique dans ses traits généraux, et dans sa philosophie générale, la philosophie de la Révolution prolétarienne, avec le prolétaire de tous les autres pays qui apparut à la tribune des Sociétés Savantes. — R. L.

Deux complices : Poincaré - Isvolsky

Les gouvernements ont fait écrire par leurs historiens domestiqués des histoires de la guerre impérialiste où la candeur, le cynisme, le mensonge ont une part égale. Pour tenir les peuples jusqu'au bout dans la mêlée il fallait les persuader qu'ils ne faisaient que se défendre contre de méchants ennemis, seuls responsables du carnage.

Après la victoire, cette question des responsabilités, si sommairement traitée et tranchée, reçut, chez les Alliés, une application utilitaire. L'Allemagne étant seule responsable de la guerre devait en payer tous les frais. Et cette responsabilité unique fut inscrite dans le traité de Versailles, que les représentants de l'Allemagne durent signer sans discuter.

Mais une telle reconnaissance, comme les obligations qui en découlent, n'a de sens et de conséquences qu'aussi longtemps que le vainqueur est capable d'imposer sa loi. Or, l'Allemagne battue et hors de combat, c'est entre les Alliés, dont les intérêts ne concordaient pas, que la bataille s'engagea.

La paix précaire, fabriquée péniblement à Versailles par Wilson, Lloyd George et Clemenceau, est, avant tout, une condamnation de l'histoire officielle de la guerre écrite par les Alliés et répandue par leurs services de propagande.

A défaut des historiens professionnels qui vendent leur science au pouvoir, il s'est trouvé, dans chaque pays, des hommes, peu nombreux, pour étudier honnêtement la question des responsabilités et des origines de la guerre. En France les travaux de G. Demartial, Mathias Morhardt Gouttenoire de Toury, surtout ceux de Gustave Dupin poursuivis avec patience et persévérance, ont mis à nu les plus grossiers mensonges et porté la lumière sur quelques points essentiels. La publication, par la *Nouvelle Revue Française* de « la Victoire » de M. Alfred Fabre-Luce, est un signe des temps.

Mais le coup le plus décisif fut porté par les communistes russes, lorsqu'au lendemain de la Révolution d'octobre, ils entreprirent la publication des documents diplomatiques trouvés dans les archives du ministère des Affaires Etrangères. On connut alors le texte des traités secrets conclus par les Alliés pendant la guerre, où chacun des gouvernements alliés révélait crûment ses convoitises. Ces textes, mis en regard des déclarations publiques faites par ces mêmes gouvernements, soulignaient le mensonge et l'hypocrisie de l'histoire officielle.

La publication des lettres d'Isvolsky, dont celles ayant trait à la période 1910-1914, forment la matière des deux premiers tomes du *Livre Noir*, a mis au jour une foule d'informations précieuses sur la diplomatie d'avant-guerre et la préparation de la boucherie impérialiste.

L'intérêt essentiel du livre que M. Judet vient de consacrer à l'ambassadeur Georges Louis (1), c'est qu'il apporte, sur un point capital, la contre-partie, les réponses aux lettres d'Isvolsky. Le chapitre concernant le conflit qui s'éleva entre le gouvernement français (Poincaré) et Georges Louis, alors ambassadeur à Pétersbourg, et se termina par l'échec et le rappel de l'ambassadeur, est désormais placé en pleine et complète lumière, et c'est un chapitre d'importance. Le rôle joué par chacun des protagonistes, Georges Louis, d'une part, de l'autre, Isvolsky et Poincaré, complices, peut être nettement tracé.

Isvolsky avait dû quitter, à la suite d'un sérieux échec, le ministère des Affaires Etrangères. Il avait reçu, en dédommagement, l'ambassade de Paris et avait été remplacé, à Pétersbourg, par son ancien adjoint, Sazonov. Mais, sa correspondance le montre clairement, il demeura, en fait, le véritable ministre, avec l'avantage d'être installé à Paris, d'où il put poursuivre plus aisément la réalisation de la tâche qu'il s'était assignée : la Russie maîtresse de Constantinople et des Détroits.

La poursuite de ce dessein l'amenait logiquement dans la zone de la politique de l'impérialisme anglais. Il est vrai que, dans les temps précédents, la Russie et l'Angleterre, rivales en Orient et en Asie, s'étaient heurtées irréductiblement sur ce point. Mais les conditions avaient changé du jour où Londres avait considéré l'Allemagne comme le principal ennemi et mené méthodiquement sa politique d'encerclement de sa nouvelle et menaçante rivale. La France, entraînée dans cette politique, avait reçu la possibilité d'ajouter le Maroc à son domaine nord-africain. L'Italie avait mis à profit les circonstances nouvelles pour s'emparer de la Tripolitaine. Il n'était pas vain d'espérer que l'Angleterre, poussée par la nécessité, ne s'opposerait plus désormais aux visées panslavistes sur Constantinople. Déjà, en 1907, Russie et Angleterre s'étaient mises d'accord pour se partager la Perse, par le moyen moderne des zones d'influence.

Il semble aussi qu'Isvolsky, qu'on montre toujours à court d'argent, n'ait pas été inaccessible, dans l'élaboration de sa politique, à la valeur de certains arguments. Il sait bien ce qu'on peut faire avec l'argent et, dans sa correspondance, il en réclame sans cesse pour acheter la presse.

De Poincaré, il fait ce qu'il veut. Il a vite jugé l'homme, sa suffisance, sa vanité, sa sécheresse. Il sait comment on peut le manœuvrer.

Pourtant, il rencontre une résistance obstinée à sa politique dans l'ambassadeur de la France à Pétersbourg, Georges Louis. Celui-ci, comme M. Judet et d'autres journalistes et hommes politiques, appartenait à un groupe qui, par austrophilie, par anglophobie, ou pour d'autres raisons, s'opposait plus ou moins ouvertement à la politique impérialiste anglaise d'encerclement de l'Allemagne. Il voyait que l'aboutissant inévitable de cette politique, c'était la guerre, une guerre effroyable pour laquelle ni la Russie ni la

(1) *Georges Louis*, par Ernest Judet, 1 vol. Rieder, éd.

France n'étaient prêtes et à laquelle ce n'était pas leur intérêt de participer.

Mais l'autre courant était plus fort. L'Angleterre s'était acquise en France des appuis puissants. Georges Louis, malgré une résistance obstinée, fut finalement battu et rappelé. M. Judet raconte en détail, l'histoire de ce rappel. Poincaré apparaît sous un jour particulièrement mesquin et méprisable. Quelqu'un, à la Chambre, ayant un jour invoqué contre lui le témoignage de Georges Louis, il eut le cynisme de s'écrier : « Citez donc un seul mot de Georges Louis ! » Il savait que l'interpellateur n'avait en sa possession aucun des écrits de Georges Louis. Aujourd'hui, il est servi.

M. Judet écrit (page 18) :

« Dans la bataille perdue par Georges Louis contre M. Poincaré, les génies du bien et du mal, les chances de paix ou de guerre se balançaient à égalité. »

Nous savons que la guerre eut des causes plus profondes. Ou alors il faut appeler le génie du mal par son nom : le capitalisme.

Entre 1900 et 1914, la guerre qui se préparait avait pu être, à diverses reprises, évitée. Mais il n'y avait et il ne pouvait y avoir que de courts répits. Aussi longtemps que les causes profondes qui la commandaient subsistaient, il ne s'agissait, pour les adversaires principaux, impérialisme anglais et impérialisme allemand, que de choisir le moment favorable.

Mais il n'est pas inutile de personnaliser la responsabilité particulière des politiciens, de mettre des noms sur ceux qui ont préparé et voulu la guerre. Il y avait là un moyen d'orienter les colères nées de la guerre chez ceux qui l'avaient faite et subie et si on l'avait utilisé davantage — de même que si on avait inlassablement exigé la réalisation des promesses faites durant la boucherie : « Il faut tenir jusqu'au bout pour que cette guerre soit la dernière, etc. », — peut-être serait-il moins aisé aujourd'hui de parler de la prochaine guerre et aurait-on su, au moins, faire rendre gorge aux profiteurs...

M. Georges Louis a laissé des archives très complètes où, à côté de la copie de documents diplomatiques, se trouvent relatées des conversations avec d'autres diplomates et des hommes politiques français. Parmi ses interlocuteurs, il faut noter : Léon Bourgeois, Paul Deschanel, Pichon, Jules Cambon. Tous ces personnages lui ont fait des déclarations qui, à première vue, semblent assez extraordinaires et même invraisemblables. C'est ainsi qu'au cours d'une de ces conversations, Deschanel s'exprime ainsi :

« Poincaré a déclanché la guerre parce que les Troisannistes croyaient qu'il y avait intérêt à faire la guerre avant que les adversaires n'aient eu le temps de modifier la loi.

« Il faudra nous débarrasser plus tard de tous ces hommes, civils et militaires, qui nous ont mené là. On instituera de grandes enquêtes sur les causes de la guerre. Vous serez interrogé : *car vous savez*. Et vous rendrez en répondant un grand service. »

C'est là un langage étonnant et imprévu. Mais quand on sait que les hommes politiques ont deux langages, l'un pour la tribune et l'autre pour le privé, il n'y a aucune raison de douter de l'exactitude des faits consignés dans les Carnets de Georges Louis.

A. ROSMER.

Exclusion tardive et discrète

On a pu lire dans l'*Humanité*, du 7 mars, la note suivante :

Le Comité Central dans sa séance du 24 février a décidé d'exclure l'ex-camarade Werth.

En conséquence, les fédérations sont priées de n'avoir aucun rapport avec cet individu.

C'est tout. C'est un modèle de discrétion. Pourtant l'« ex-camarade » était un personnage d'importance : membre du C. D., membre du Bureau politique et « bolchévisateur » de la première heure. La Direction du Parti ne se met pas en frais pour informer les membres du Parti de ce qui se passe en haut.

D'abord elle ne s'est pas pressée pour mettre les fédérations en garde contre l'« individu » qu'elle exclue. La décision du C. C. est du 24 février. On ne la publie que le 7 mars. Cependant elle prenait peu de place et il y a des cas où on est allé plus vite.

Mais ceci n'est rien si l'on sait que *les faits qui ont motivé l'exclusion dataient d'une année et sont connus depuis ce temps.*

Werth était un noceur et un voleur. Il volait l'argent du Parti et, en plus, profitant de sa fonction et de ses missions, il escroquait les camarades. Mais il avait pris la précaution de se réfugier dans la « bolchévisation ». Et il était invulnérable. Lors des discussions du début de 1924, il était un des plus acharnés à nous accuser de menchévisme, à dénoncer la « droite internationale ». C'était un auxiliaire précieux et il n'avait, on le voit, de scrupules d'aucune sorte.

On se décide, enfin, à le liquider aujourd'hui. Pourquoi, Mystère. Peut-être est-ce parce que ses victimes s'impatientaient et menaçaient de révéler publiquement le scandale.

Le côté piquant de cette dégoûtante histoire, c'est que notre ami Chambelland a été exclu du Parti — et beaucoup plus rapidement que l'« individu » — précisément parce qu'il avait attiré l'attention de la Direction du Parti sur ses méfaits. Puisqu'on est contraint de reconnaître que Chambelland avait raison, la logique voudrait qu'on le réintégrât et qu'on lui fît des excuses.

Ce qu'on sait de la crise du parti tchéco-slovaque montre qu'il ne s'agit pas là d'un phénomène isolé. Et il est trop clair que la « bolchévisation » qui consistait à traiter de bons communistes de menchéviks, petits-bourgeois, contre-révolutionnaires, etc., a été un excellent abri pour pas mal d'individus tarés et méprisables. — A. R.

Bordiga "droitier"

Voici que Bordiga, le plus actif des fondateurs du Parti communiste italien, le représentant par excellence de la gauche italienne et internationale, se voit infliger l'accusation insane de « trotskysme » et se fait traiter de « droitier ». On hésite encore à l'exclure, mais on ne se gêne pas pour déclarer que c'est parce que le terrain n'est pas prêt.

Ainsi, dans tous les pays (sauf en Allemagne) en Russie comme en France, en Italie comme en Tchéco-Slovaquie, les gauches authentiques, sont traitées en suspectes.

IMPRESSIONS DE CONGRÈS

La dernière journée du Congrès de l'Union de la Région Parisienne

On l'a dit dans le dernier numéro de la *Révolution Prolétarienne*. Ce qui se dégage de tout ce Congrès, c'est une impression persistante de confusion et de lassitude. Une minorité qui s'énerve, une majorité passive ou inquiète, un bureau dont l'éloquence pèse sur toutes les discussions, une surveillance exercée sur les délégués de syndicats par un service d'ordre officiel et des « observateurs » discrets; tout le travail préparé... ailleurs, des débats déterminés d'avance ; aucune spontanéité, — sinon dans les violences verbales et tardives de quelques majoritaires excédés — tels en furent les traits caractéristiques.

La dernière séance du 22 février devait être une séance de travail : l'*organisation des jeunes*, la *main-d'œuvre étrangère*, l'*unité syndicale*... Ce ne sont pas là des questions de mince importance. On pouvait s'attendre à de vastes débats, — tout au moins sur cette dernière question — à des exposés précis permettant de mesurer le chemin parcouru vers l'Unité. Il y a eu quelque chose. Nous en parlerons. Mais, ce qui a dominé le Congrès, c'est cette « saoulerie de l'abstraction » dénoncée dernièrement par Monatte.

On ne se plaît qu'aux idées générales, aux interprétations savantes, aux formules curieuses. On bolchevise le vocabulaire — à défaut d'autre chose — et Doyen a donné la mesure de son courage en jetant le mot « présidium » à la face de l'opposition.

Nous n'avons rien à dire sur l'organisation des jeunes et de la main-d'œuvre étrangère. Du travail a été fait et nous ne marchanderons jamais notre appui aux efforts accomplis pour atteindre les couches les plus exploitées du prolétariat. Tout au plus, pourrons-nous blâmer quelques fautes ? L'élection de Barbé, comme représentant des jeunes à la Commission Exécutive, en est une. Il n'est guère habile, commençant une vaste campagne pour l'Unité, de provoquer une confusion, dans l'esprit des ouvriers, entre l'organisation des jeunes syndiqués et les jeunesses communistes. Barbé semble un camarade solide. Mais il est venu au mouvement syndical... par en haut. Il est à la tête, avant d'avoir connu les masses. C'est un défaut sérieux. Souhaitons qu'il ne nuise pas trop à son action, et conseillons-lui la modestie, quoique cette qualité soit peu honorée dans les milieux qu'il fréquente.

La discussion sur l'Unité syndicale a naturellement débuté par un discours de Raynaud. Le moins que l'on puisse dire est qu'il aurait pu s'éviter la peine de s'appesantir sur des idées rabâchées. Des phrases, sur la liberté d'opinion et la liberté de tendance au sein de l'Unité reconstituée, sur la nécessité d'affirmer notre volonté révolutionnaire auraient pu être sacrifiés, sans inconvénients. Nous aurions préféré plus de clarté dans l'exposé des moyens envisagés en cas d'échec du Congrès de fusion. Il est vrai que l'on ne peut prévoir ce que sera la situation en septembre et que l'on ne doit pas s'attacher à une formule. Mais les syndiqués ont le droit de demander où on les mène et de fouiller la pensée et l'arrière-pensée de leurs fonctionnaires.

Desvaux, des T. C. R. P., apporta des renseignements de valeur sur le travail accompli dans sa corporation et sur l'ébranlement du prestige de Jaccoud. Notre camarade parla en militant syndicaliste qui vit dans la bataille de tous les jours, prend le taureau par les cornes, saisit la réalité au collet. Ouf ! pas d'idées générales dans son discours. On respirait avec d'autant plus de plaisir que l'on venait de subir les trémolos de Planchon dont les prétentions oratoires gâtent les meilleures idées ; et les métaphores de Faure-Brac qui veut « canaliser l'état d'esprit unitaire... » (*sic*) et qui mêle tout : comités mixtes, comités d'usines, comités d'unité, avec une délicieuse assurance.

Nous avons noté l'énervement de la minorité. Elle donne l'impression de vouloir avant tout prendre une attitude, et elle a cela de commun avec des dirigeants — et non des moindres — de la majorité.

Ses leaders, cependant, ont apporté quelques critiques justes, — notamment sur les fautes commises et les échecs subis par le Bureau de l'Union (participation du P. C. et des J. C. à la manifestation ratée du Pré-Saint-Gervais). Mais comme leurs idées positives sont... « vaseuses ». L'un veut le « désarmement des haines », l'autre ne veut plus entendre parler d'une unité qu'il préconisait il y a quelques mois.

Dans toutes leurs paroles et dans tous leurs actes, on sent le désir constant de jouer des tours au Parti Communiste. C'est une plate-forme assez peu... syndicaliste.

L'un des deux incidents symptomatiques du Congrès éclata après la lecture de la motion d'unité, amendée par le Bureau. Les syndicats autonomes dont on demandait la représentation au Congrès de septembre, trois semaines auparavant, se trouvaient brusquement exclus de cette faveur. Une protestation s'éleva véhémente du sein de la majorité. Raynaud expliqua cette exclusion par la crainte de manœuvres autonomistes possibles. Argument sans valeur, car les anarcho-syndicalistes, si nuisibles qu'ils soient, ne sont pas passés maîtres en fait de manœuvres. Les chefs réformistes avec qui nous devrons nous aboucher, sont au moins aussi habiles et aussi dangereux.

D'autres aussi savent manœuvrer : Raynaud, par exemple, qui fit un pas en arrière, devant le désarroi de ses meilleurs soutiens et qui se rallia à cette formule : ... « *Seront convoqués au Congrès National les syndicats adhérents aux deux C. G. T., ainsi que tous les syndicats existants.* »

Incident symptomatique pour deux raisons :

Il prouva d'abord que certains n'acceptent l'unité que dans la mesure où elle leur assurera une majorité. Il n'est pas d'état d'esprit moins « unitaire » et il existe chez les gens de la rue Lafayette comme chez nous.

Il précisa à nouveau l'existence d'une tendance dans la majorité qui s'oppose avec prudence, mais fermeté aux écarts bureaucratiques, cependant que la minorité accepte, avec satisfaction

tout ce qui semble confirmer ses prévisions pessimistes.

Celle-ci voulait son débat sur « l'orientation syndicale ». Elle l'a eu, et le syndicalisme n'y a rien gagné.

Il était peut-être habile de reprendre contre la majorité la motion présentée par Monmousseau à Saint-Etienne en 1922. Mais les ouvriers révolutionnaires doivent être las de ces finasseries et de ces tracasseries de journalistes. Les dirigeants syndicaux spéculent sur cette lassitude et se posent en conquérants arrogants qui n'ont plus rien à ménager.

Doyen pourra dire — sans soulever d'émotion — que « Monmousseau a mis de l'eau dans ses idées en 1922 » (*sic*) et que le syndicalisme ne se suffit plus à lui-même. Nous affirmions simplement, autrefois, lorsque tout était encore clair, que le syndicalisme ne suffit pas à tout. Doyen, au surplus, peut mépriser une organisation qui subit sa direction.

Quant à la discussion qui s'engagea sur les fautes commises par quelques cellules, elle fut sans intérêt et sans portée. Si les cellules communistes *vivaient* vraiment, le mouvement syndical n'aurait rien à y perdre.

L'autre incident symptomatique éclata à propos de l'élection d'une permanente à la propagande féminine.

Juliette Largeois avait été proposée par la Commission féminine. Deux jours avant le Congrès, une concurrente lui fut opposée. Par qui? Par quelques-uns de ces syndicalistes fabriqués sur mesure dans une des nombreuses usines léninistes. Pourquoi? On en donne des raisons plus ou moins avouables. Notons celle-ci, qui serait la plus acceptable : Juliette Largeois, membre du Parti et même de la Commission syndicale centrale, n'est pas « dans la ligne ». Ce ne serait que mesquin. Ce qui est odieux, c'est la pression occulte qu'on a voulu exercer sur de nombreux délégués. Ce qui est dangereux, c'est le geste du bureau patronant la candidature de Germaine Routier et posant implicitement la question de confiance.

Mais il y eut des résistances. Lagrange défendit énergiquement la candidature de Largeois. Le délégué des « Hôtels, Cafés, Restaurants » fut des plus violents Il lâcha tout le paquet et parla « des coups de téléphone de dernière heure »

Maladresse, peut-être. Maladresse qui honore un militant honnête, écœuré par certaines mœurs de couloirs et de coulisses.

Le résultat fut assez réconfortant. Cependant que le Bureau avait triomphé, dans les votes sur « l'Unité syndicale » et « l'Orientation » par plus de 140 voix contre 8, il ne groupa sur le nom de Routier que 104 voix contre 41 à Largeois.

Nous retrouvons intacte la minorité qui se forma contre la rééligibilité. Elle est donc plus qu'un groupement provisoire et sans âme. Elle semble solide. Elle ne se laisse pas manœuvrer par une opposition bruyante et impuissante, ni terroriser par une bureaucratie autoritaire. Notons qu'elle se compose surtout de communistes, de ces vrais communistes, qui n'ont jamais confondu la pénétration du communisme dans les syndicats par le travail de ses adhérents avec la subordination mécanique et artificielle de l'appareil des syndicats à l'appareil du Parti.

UN COMMUNISTE SYNDICALISTE.

Les secrétaires syndicaux doivent être dans la "ligne"

Il s'est produit à la dernière séance du Congrès de l'Union des Syndicats Unitaires de la Région parisienne un fait assez grave qui a motivé la protestation indignée de camarades de la majorité confédérale, mais qui méritait d'être condamné par l'ensemble du Congrès.

Il s'agit de l'élection de la secrétaire permanente de la Commission syndicale féminine de l'U. des S. La Commission féminine avait porté son choix, à l'unanimité, sur la camarade Largeois, une militante du Syndicat de l'Habillement. Cette candidature, appuyée d'ailleurs par le Syndicat de l'Habillement, aurait dû rallier tous les suffrages. S'il est naturel que la désignation des fonctionnaires de l'Union soit soumise à un congrès, il est naturel et nécessaire que celui-ci tienne le plus grand compte de l'avis des organismes intéressés, la Commission féminine en la circonstance.

Pourtant cette candidature s'est heurtée à l'hostilité du Bureau de l'Union des Syndicats et plus particulièrement à celle du parti communiste. Le parti a déclaré à son Congrès de Lyon (janvier 1924) qu'il n'entendait pas s'immiscer dans la vie administrative des syndicats. Il a depuis sans doute, corrigé cette décision et adopté d'autres pratiques.

Pour quelles raisons? A-t-il eu en vue l'intérêt de la propagande syndicale féminine? A-t-il eu le souci d'opposer à Largeois quelque camarade ayant des qualités supérieures de propagandiste et d'organisatrice?

Il ne s'est pas posé ces questions. Il a soupçonné Largeois de n'être pas dans la « ligne ». Et cela lui a suffi. Cela a suffi aussi au Bureau de l'Union des Syndicats, bien que cette camarade appartienne à la majorité confédérale et qu'elle soit même membre du parti.

Un moment, on songea à opposer à la candidature de Largeois, celles d'élèves de l'école léniniste. Mais ces candidates eurent le trac dans leurs essais de réunion, l'on dut renoncer à elles.

Au Congrès, Mme Routier, candidate du parti, syndiquée aux Métaux, paraît-il, l'emportait par 104 voix contre 41 à Largeois.

Les conséquences d'un choix fait dans de pareilles conditions sont faciles à prévoir. Un organisme fragile comme la Commission féminine est atteint gravement par la violence faite à ses droits certains de désigner sa propre secrétaire. Nombre de femmes sur qui on pouvait fonder des espérances comme militantes sont dégoûtées à tout jamais.

Ce qui n'est pas moins grave, c'est la stupidité avec laquelle on procède au choix d'une propagandiste. Quoi! il suffit de trois mois à l'école léniniste pour faire un militant, il suffit d'être expert dans l'art oratoire et de n'avoir pas le trac pour être capable d'occuper une fonction à l'Union des Syndicats de la Région parisienne? A la connaissance d'un catéchisme et à la pratique du « discourage », les véritables syndicalistes continueront à préférer la connaissance du mouvement ouvrier, l'expérience de l'atelier et de la lutte.

P. M.

De la « dernière » des guerres à la « prochaine »

La conquête de l'Europe

Peu après l'entrée en guerre de l'Amérique, Griffuelhes écrivait dans une lettre privée: « C'en est fait, nous ne deviendrons pas une colonie anglaise, nous deviendrons une colonie américaine ». Et il ajoutait : « je préfère cela, parce que l'Amérique, c'est plus loin ». Ce que, avec sa profonde perspicacité, l'ancien secrétaire de la C. G. T. prévoyait, il y a déjà sept ans, se réalise maintenant si ouvertement que les plus aveugles eux-mêmes sont obligés de s'en apercevoir.

La conquête de l'Europe par l'Amérique a progressé ces derniers mois à pas de géants. L'arme employée a été l'arme habituelle de l'économie capitaliste : la mise sous contrôle financier.

Le premier pays qui tomba officiellement sous le contrôle américain fut l'Allemagne, avec le plan Dawes.

Le plan Dawes n'est pas d'origine américaine, il est d'origine anglaise. L'institution de la Commission des Experts fut l'aboutissant de toute la politique britannique menée depuis le Traité de Versailles. Il s'agissait pour l'Angleterre de faire adopter un système qui, sous le prétexte d'assurer le paiement des réparations, mettrait l'économie allemande sous son contrôle. J'ai montré dans le *Bulletin Communiste* comment la mise sous contrôle des chemins de fer et de la banque d'émission du Reich, qu'édicte le plan Dawes, permettait à qui dirigerait ce contrôle d'être le maître de toute l'activité économique allemande. Le plan Dawes correspondait donc parfaitement aux desseins du capitalisme britannique, mais à la condition que ce fût lui qui eût le maniement de l'appareil créé par le plan. Or, à peine les experts avaient-ils signé leur rapport que l'Angleterre s'apercevait que ce parfait système de domination économique allait être dirigé non par elle, mais par sa grande rivale, l'Amérique. Le renflouement du capitalisme allemand, condition *sine qua non* du plan, excédait en effet ses possibilités financières ; seuls les Etats-Unis pouvaient « financer » le plan des Experts. De ce moment date le si caractéristique revirement de l'opinion publique britannique : le plan Dawes, qui jusque là devait tout sauver, n'était plus bon, du jour au lendemain, qu'à jeter aux chiens.

Par le plan Dawes, l'Amérique réalisait donc ce que l'Angleterre avait rêvé pour elle : elle s'assurait le contrôle de l'Allemagne. Mais, antérieurement au plan Dawes, l'Amérique avait déjà acquis le contrôle de la France.

Lorsque, en mars 1924, le franc subit, peut-être d'ailleurs en grande partie du fait de manœuvres de Morgan, la dégringolade que l'on sait, il ne fut sauvé, et avec lui Poincaré, et avec lui sans doute le régime tout entier, que par l'intervention « providentielle » de Morgan prêtant 100 millions de dollars à la Banque de France. De ce jour la preuve était faite que le sort du franc dépendait de la finance américaine. Celle-ci avait montré qu'elle était en mesure de bouleverser l'équilibre des classes bourgeoises de France, puisqu'elle pouvait à son gré, en faisant monter le franc, ruiner l'industrie en arrêtant les exportations, ou, en faisant baisser le franc, ruiner les rentiers et dresser ainsi contre le régime toute cette masse petite bourgeoise dont l'appui en assure seul la stabilité. A l'heure actuelle, qui est le maître du franc, est maître de la France. Ayant prouvé qu'ils étaient maîtres du franc, les financiers américains sont, depuis mai 1924, maîtres de la France.

LE CONTROLE AMÉRICAIN

Tels sont les deux grands moyens grâce auxquels l'Amérique a maintenant la haute main sur les affaires de la France et de l'Allemagne. Mais ce sont là des moyens généraux qui ont besoin d'être complétés par des mesures particulières assurant une emprise directe sur les différentes branches de l'économie. C'est à prendre ces mesures que Wall Street s'applique actuellement.

La méthode est la même que pour les deux grandes mesures précédentes. Il s'agit d'introduire les capitaux américains là où l'on veut dominer.

C'est pourquoi la souscription à l'emprunt de l'Etat allemand de 800 millions de marks prévu au plan Dawes a été suivie à New-York de toute une série d'emprunts des grandes villes et des grandes industries d'Allemagne :

Berlin a emprunté 3 millions de dollars, *Cologne* 2 millions de dollars, *Sarrebruck* qu'on peut bien compter parmi les villes allemandes, 3 millions, et *Hambourg* est actuellement en pourparlers pour 10 millions, en Saxe, la *Société Saxonne d'Entreprises* a emprunté 15 millions pour des travaux d'électricité dans les villes de Saxe ;

Parmi les magnats de la Ruhr, *Krupp* a emprunté 10 millions de dollars, *Thyssen* 12 millions, le *Syndicat des Charbonnages Rhénan-Westphaliens* 2.600.000 ; *Haniel* est en pourparlers pour un emprunt dont on n'a pas encore indiqué le montant ; la *Gütehoffnungshütte* est en pourparlers pour 10 millions, et une filiale de Stinnes, la Compagnie d'électricité *Siemens et Halske*, pour un emprunt de 10 à 15 millions ;

Dans les autres industries on signale les *Fabricants de sucre* qui ont emprunté 6.500.000 dollars, le *Syndicat de la potasse* qui a emprunté 10 millions, l'*A. E. G.* la grande boîte d'électricité, 10 millions, le *Syndicat de l'aniline*, etc.

Fait plus grave : en plus de l'émission d'obligations, il y a également des ventes d'actions, c'est-à-dire qu'il ne s'agit plus seulement d'emprunt, mais de transfert de propriété. C'est ainsi qu'une banque de New-York, Dillon, Read et C° a acheté pour 12 millions de dollars d'actions des entreprises *Thyssen ;* une autre, la banque Speyer, a acheté, en association il est vrai avec des banques anglaises, pour 40 millions d'actions de la *Deutsche Bank*.

En ce qui concerne la France, l'emprunt d'Etat de 100 millions de dollars avait été précédé de toute une série d'emprunts des différentes Compagnies de chemins de fer françaises (*Nord, P. L. M., Orléans, Midi*) et il fut suivi d'emprunts d'autres grandes Sociétés concessionnaires de services publics, comme l'*Union d'Electricité*, qui emprunta 4 millions de dollars, les *Services contractuels des Messageries Maritimes* qui empruntèrent 10 millions, et les *Chemins de fer de l'Est* 20 millions. Notons que l'emprunt de l'*Union d'Electricité*, société qui fournit l'électricité à Paris, n'a été conclu qu'à la condition qu'un banquier américain entre dans le Conseil d'administration de l'Union, et puisse ainsi influer sur les décisions du plus important producteur d'électricité de France.

Ces deux emprunts furent suivis de nombreux autres pourparlers, notamment de la part de la *Ville de Paris* pour un emprunt de 30 millions de dollars, des *Chemins de fer d'Alsace-Lorraine* pour 25 millions, de la *Compagnie Transatlantique* pour 7 millions etc.

Quant aux Etats jusqu'ici vassaux de la France et de l'Angleterre, ils sont également invités à venir emprunter à New-York : la *Pologne* qui avait déjà cédé à des Américains son monopole des allumettes, a conclu ensuite un emprunt de 50 millions de dollars, dont 35 sont déjà émis et pour lequel ont été donnés en garantie les droits sur les sucres et les recettes des chemins de fer, les villes de *Varsovie, Cracovie, Czentoschau* sont en pourparlers pour un emprunt global de 10 millions. La *Belgique* a emprunté 50 millions de dollars et s'apprête à un second emprunt de 25 ou 50 millions pour son *Congo ;* enfin la *Tchéco-Slovaquie* est en pourparlers pour un très gros emprunt.

Il ne s'agit là d'ailleurs que des emprunts publics, faits par voie d'émission publique, mais en dehors de ceux-ci, il y a les crédits consentis directement par les banques sur leurs propres ressources. Leur importance est difficile à chiffrer, mais elle est certainement considérable. Pour donner une idée de la ruée, signalons qu'on estime à 200.000 le nombre de demandes de crédit faites par des maisons européennes aux banques américaines entre octobre et janvier.

En ce qui concerne seulement les émissions publiques, les Etats-Unis ont prêté à l'étranger au total, en 1924, 1 milliard 210 millions de dollars, soit plus de 20 milliards de francs, dont la moitié à l'Europe. A titre de comparaison, indiquons que Londres qui, avant guerre, était la métropole financière du monde, le grand marché financier où chacun venait chercher des capitaux, ne place plus à l'étranger qu'environ 30 millions de livres sterling par an, soit entre 130 et 140 millions de dollars, donc guère plus que le dixième à peu près de ce qu'a placé l'Amérique l'an dernier.

Le rythme des placements américains à l'étranger va d'ailleurs, sans nul doute, s'accélérer encore. 1925 sera l'année où l'or américain affluera en Europe ; après avoir pris en gros possession du continent européen l'année dernière, l'Amérique en prendra possession en détail cette année.

Cette prise de possession marquera son succès le plus grand le jour où les métallurgistes de la Lorraine et de la Ruhr se seront enfin entendus pour unir le fer français au charbon allemand, et auront alors besoin pour soutenir le colossal trust ainsi créé, de l'aide du capital américain. Ce jour-là, l'Amérique contrôlera le cœur industriel du continent européen, et par lui définitivement et directement toute la vie de l'Europe.

LES DEUX BLOCS

Mais la main-mise de l'Amérique sur l'Europe ne s'applique qu'à l'Europe continentale, à la France, à l'Allemagne, et à leurs satellites. *Elle ne s'applique pas à l'Angleterre.*

Si les Etats-Unis peuvent établir leur contrôle financier sur le continent, ce n'est pas seulement parce qu'ils disposent de capitaux considérables (la moitié de l'or du monde est dans leurs coffres, et leurs disponibilités sont si abondantes que l'intérêt n'y est que de 3 %), mais c'est parce que l'Europe continentale en manque. L'Angleterre, elle, n'en manque pas.

L'Angleterre n'a pas assez de capitaux pour pouvoir en exporter une quantité telle qu'elle puisse ainsi s'assurer le contrôle de l'Europe, elle n'en a pas suffisamment pour financer le plan Dawes, pour boucher les trous du budget français, pour assurer des capitaux aux villes, aux chemins de fer, aux industries de France et d'Allemagne, mais elle en a assez pour elle. Ses banquiers suffisent à assurer ses propres besoins, ceux de son Etat, de ses industriels et de ses commerçants. L'Angleterre ne tombera donc point sous la dépendance de Wall Street; elle est à même de garder son indépendance. Et, si elle s'est tellement pressée de régler ses dettes avec l'Oncle Sam, ce fut précisément pour cela, car, qui paie ses dettes ne s'enrichit peut-être pas, mais qui paie ses dettes, seul peut rester libre.

Deux blocs économico-financiers sont donc en voie de formation.

D'un côté, le bloc américain, de beaucoup le plus formidable, comprenant outre les Etats-Unis, les Antilles et la plupart des Etats de l'Amérique Centrale, la France, l'Allemagne, et aussi le Canada où dès maintenant les capitaux américains sont en majorité, et où ils continuent à s'étendre très rapidement. De l'autre côté, l'Angleterre presque

seule, avec uniquement sa petite colonie traditionnelle du Portugal, et quelques-uns de ses pays d'Empire, l'Inde, l'Egypte, l'Afrique du Sud, tous pays où la finance américaine n'est guère à craindre, mais où en revanche un capitalisme indigène, vigoureux et rebelle, tend de plus en plus à échapper au contrôle de la Cité (1).

Les autres pays (Amérique du Sud, Mexique, Italie, Europe Orientale) restent un champ ouvert à la compétition des deux grandes puissances anglo-saxonnes, et il est encore trop tôt pour pouvoir déterminer avec certitude auquel des deux blocs chacun d'eux adhérera (2).

Quel usage l'Amérique va-t-elle faire du Bloc que sa finance est ainsi en train de lui constituer, c'est ce qu'il nous faut examiner.

BUT ET CONSÉQUENCES DU CONTROLE AMÉRICAIN

Quand un particulier met de l'argent dans une affaire, ce peut être dans deux buts bien différents: ce peut être pour tirer un revenu de ses capitaux, ou pour s'assurer une part de direction dans l'affaire.

Le premier cas est celui du rentier qui achète des fonds d'Etat ou des titres de grandes Compagnies, se préoccupant uniquement de l'intérêt qui lui sera servi et nullement de l'influence qu'il pourra exercer sur la politique de l'Etat ou la marche de la Compagnie. Le second cas est celui du banquier ou de l'industriel qui s'intéresse à une affaire non tant à cause de ce que lui rapportera l'argent qu'il y aura mis qu'à cause des profits indirects qui résulteront pour sa propre affaire de sa participation à l'affaire considérée.

Il en est des collectivités comme des particuliers. Un peuple de rentiers prêtera de l'argent à l'étranger simplement pour toucher un intérêt plus élevé que celui qui est pratiqué dans son pays ; un peuple d'industriels au contraire prêtera à l'étranger en vue des profits qu'il pourra tirer pour sa propre industrie de l'influence qu'il se sera ainsi acquise. Des deux grands pays prêteurs d'avant-guerre, France et Angleterre, la France était considérée, à tort peut-être d'ailleurs, comme un exemple typique du premier cas ; l'Angleterre, du second.

La question essentielle qui se pose au sujet de l'Amérique est de savoir dans laquelle des deux catégories l'Amérique doit être rangée. Les Etats-Unis prêtent-ils de l'argent à l'Europe uniquement pour que leurs épargnistes touchent de 7 à 8 % d'intérêt au lieu de 3 %, taux pratiqué en Amérique, au moment de l'emprunt Dawes, et pour que ses banquiers trouvent dans ces emprunts une source de grosses commissions ? Ou bien est-ce que les Etats-Unis ont l'intention d'avoir sur l'Europe, grâce à leur qualité de bailleurs de fonds, une influence utile au développement de leur propre économie ?

Un simple coup d'œil sur la situation de l'économie américaine permet de lever toute hésitation : c'est la seconde hypothèse qui est la bonne.

L'AMÉRIQUE JOUIT D'UNE SITUATION UNIQUE

L'Amérique est à la fois un pays neuf, et — par suite de la rapidité de son développement — un pays vieux.

Le propre des pays neufs, c'est d'être des producteurs de matières premières, matières premières proprement dites et produits alimentaires. Le propre des pays vieux c'est de recevoir des pays neufs ces matières premières, de les transformer en produits finis et de renvoyer partie de ceux-ci dans les pays neufs pour y être consommés.

Cette sorte de division mondiale du travail fut caractéristique de l'Economie du XIXe siècle.

L'Amérique du Sud offre encore un bon exemple de pays neufs. Elle fournit au monde le nitrate et le cuivre avec le Chili, le cacao avec l'Equateur, le café avec le Brésil, la viande et le blé avec l'Argentine ; en revanche elle achète à l'extérieur la presque totalité de ce dont elle a besoin comme produits manufacturés. L'Angleterre reste au contraire le type du vieux pays, hautement industrialisé, qui fournit au monde entier les produits de ses usines, mais qui est obligé d'aller chercher à l'étranger ses matières premières, coton, laine, minerai de fer, et ses aliments, blé, viande, sucre, etc...

Les Etats-Unis étaient, exclusivement, il n'y a pas très longtemps encore, un pays neuf, un pays qui n'exportait que des matières premières ; mais, depuis l'année 1900 (et Trotsky dans un discours récent a très justement insisté sur l'importance de cette date, première année où l'exportation des Etats-Unis en *objets manufacturés* dépasse l'importation) les Etats-Unis, sans cesser de produire et d'exporter sur une large échelle des matières premières, sont devenus également des exportateurs de produits industriels. Ceux-ci représentent actuellement plus du tiers de leurs exportations totales.

De fournisseurs et de clients pour le Vieux Monde, ils restent fournisseurs, mais au lieu de clients, ils deviennent des concurrents.

Grands fournisseurs de matières premières, ils le restent, puisque, malgré leur population industrielle considérable, ils trouvent encore moyen d'arriver au premier rang comme exportateurs de blé, à égalité avec le Canada et l'Argentine (de 40 à 50 millions de quintaux par an en moyenne) ; puisque, malgré le développement croissant de leur industrie textile, malgré qu'ils tissent maintenant plus de coton que l'Angleterre, la France et l'Allemagne réunies, ils fournissent à l'Europe plus du double de coton brut que ce que l'Europe en reçoit de tous les autres pays (Inde, Egypte etc...), puisque, malgré le développement colossal de leur industrie élec-

(1) L'Australie, elle aussi, est à l'abri de la finance américaine, mais il est probable que des raisons de pure politique (la crainte du Japon) l'incorporeront au Bloc américain, plutôt qu'à celui de la « mère-patrie ».

(2) Le voyage annoncé du prince de Galles en Argentine n'a pas d'autre but que de maintenir l'influence anglaise, jadis très forte dans ce pays, contre l'envahissement yankee.

trique et de leurs transports automobiles, ils restent toujours pour le restant du monde l'un des gros fournisseurs de cuivre et de pétrole (1).

Mais, d'autre part, disposant du plus riche gisement de charbon et du plus riche gisement de minerai de fer connus, l'un et l'autre reliés par la magnifique voie d'eau des Grands Lacs, les Etats-Unis ont pu développer leur industrie métallurgique plus vite que ne croissaient les besoins de leur marché intérieur, et ils sont devenus ainsi de gros exportateurs de produits métallurgiques, de produits industriels. Dès 1913, leur exportation nette en gueuses de fonte et en lingots d'acier dépassait deux millions et demi de tonnes par an, soit, à cent mille tonnes près, l'exportation nette de la Grande-Bretagne, et six fois autant que l'exportation française. Pour les produits plus finis, le quasi-monopole que possède l'industrie américaine en France pour les machines agricoles et l'envahissement croissant par les automobiles américaines, malgré des droits de douane extrêmement élevés, de cette France où l'industrie automobile est née, montrent mieux que tous les chiffres les possibilités de l'Amérique en matière de mécanique.

L'Amérique possède donc dès maintenant et va posséder de plus en plus une situation à laquelle aucune autre n'est et n'aura été comparable.

Au temps de l'hégémonie de l'Europe, celle-ci exerçait une certaine contrainte sur les autres pays, mais c'était une contrainte relativement douce, car l'Europe avait besoin des autres pays pour fournir son industrie en matières premières. Le capitalisme européen cherchait à tirer à lui le profit de la mise en valeur des autres pays, mais il ne pouvait contrarier cette mise en valeur, car elle était nécessaire à sa propre industrie; d'où cette sorte d'impérialisme quasi-libéral de la Grande-Bretagne qui se reflétait assez exactement dans le domaine politique par le régime des Dominions. Les Etats-Unis, eux, au contraire, n'ont besoin d'aucun autre pays comme fournisseur ; ils ont tout chez eux ; ils n'ont besoin que de clients ; ils seront donc amenés à établir avec le reste du monde non point de ces rapports d'égaux à égaux que sont les rapports entre gens qui ont à échanger des marchandises, mais des rapports de stricte subordination comme il s'en établit entre ceux qui n'ont besoin de rien et ceux qui n'ont que ce que ceux-là veulent bien leur laisser.

Le contrôle financier que l'Amérique est en train d'acquérir sur l'Europe aura donc comme objectif essentiel d'assurer, bon gré mal gré, à l'industrie américaine les débouchés extérieurs qui sont nécessaires à la continuation de son extension.

LA CHINE A L'AMÉRIQUE

Il est probable que l'Amérique ne cherchera pas ses débouchés en Europe, pour le moment du moins. Les Etats-Unis ne chercheront sans doute pas à s'ouvrir largement dès maintenant le marché européen, ni à couvrir l'Europe de leurs entreprises ; ils ne feront de l'Europe ni une colonie de débouchés, ni une colonie d'exploitation. Ils ne se serviront du contrôle qu'ils se seront acquis sur l'Europe continentale que dans un sens négatif : ils s'en serviront pour empêcher l'Europe de venir les gêner là où ils entendent s'installer, pour l'empêcher d'entrer en compétition avec eux dans les territoires qu'ils entendent se réserver.

Ces territoires, quels sont-ils ?

L'industrie américaine, située sur la côte Est, a toujours, jusqu'à présent, trouvé ses nouveaux débouchés vers l'Ouest. Si l'industrie américaine a pu, pendant un demi-siècle, considérablement augmenter sa capacité de production, sans avoir besoin, pour l'écouler, de chercher des débouchés à l'étranger, c'est parce que les territoires de l'Ouest, puis du Far-West furent successivement colonisés, et que ces nouveaux territoires, jusque là dépourvus de tout, constituèrent des marchés admirables pour l'industrie lorsqu'il s'agit d'y installer de but en blanc tout ce qui constitue la civilisation moderne. C'est la marche vers l'Ouest qui permit le développement de l'industrie de l'Est.

Emportés par la vitesse acquise, et peut-être aussi par cette force mystérieuse qui pousse les hommes à se déplacer toujours plutôt du côté de l'Occident que du côté de l'Orient, c'est dans cette même direction de l'Ouest que les Etats-Unis regardent encore pour leurs nouveaux débouchés. Au delà du Far-West américain, maintenant entièrement colonisé, il y a le Pacifique, et, au delà du Pacifique, il y a l'Asie. La marche vers l'Ouest conduit droit à la Chine. Celle-ci est la nouvelle étape de la conquête de l'Ouest.

Selon l'euphémisme courant, c'est la « domination du Pacifique », c'est-à-dire la domination des deux rives du Pacifique, de la rive asiatique comme de la rive américaine, qui est le grand but immédiat de l'Amérique. La Chine, avec sa population colossale, encore dépourvue de tout « confort » moderne, avec ses prodigieuses richesses minérales encore presque totalement inexploitées, avec tout son vaste territoire à couvrir de ponts, de routes, de chemins de fer et d'usines, sera un marché admirable pour l'industrie américaine ; c'est le seul qui soit à son échelle.

Ce à quoi les Etats-Unis utiliseront donc le contrôle financier qu'ils possèdent sur l'Europe, ce sera avant tout à s'assurer la jouissance exclusive de la Chine. *Hands off of China*, tel est l'ordre qu'ils donneront à l'Europe.

(1) A vrai dire, bien que les Etats-Unis produisent la moitié du cuivre du monde et les trois quarts du pétrole du monde, leur consommation en ces deux produits est si colossale qu'elle égale à peu près leur production ; mais comme les capitalistes américains, maîtres du cuivre des Etats-Unis, sont également les maîtres du cuivre du Chili, second producteur du monde en cuivre, et que les maîtres du pétrole des Etat-Unis sont aussi les maîtres de la plus grande partie du pétrole du Mexique, le second producteur de pétrole du monde, il s'ensuit que sur l'ensemble de la production de cuivre et de pétrole qu'ils contrôlent dans les deux Amériques, les Yankees peuvent largement exporter.

QUE RESTERA-T-IL A L'ANGLETERRE?

Mais il y a au moins une puissance européenne à laquelle la Chine est aussi nécessaire qu'aux Etats-Unis, c'est l'Angleterre, c'est-à-dire précisément la seule des Grandes Puissances qui ne soit pas sous le contrôle financier de l'Amérique. L'Angleterre ne pourrait relever son économie chancelante que si le marché chinois, qu'elle convoite d'ailleurs depuis longtemps et sur lequel elle a déjà pris pied, lui était totalement ouvert.

D'autre part, il sera nécessaire que les Etats-Unis fournissent quelques éléments d'activité à leurs pupilles, les capitalistes franco-allemands, car il faut bien que ceux-ci puissent au moins verser un intérêt convenable pour l'argent qui leur aura été fourni. Or, ces éléments d'activité ne peuvent être trouvés qu'aux dépens de l'Angleterre. De même que l'Amérique se réservera le Pacifique pour elle, de même elle sera amenée à réserver les autres marchés à la France et à l'Allemagne. Et à l'Angleterre il ne restera rien.

L'Angleterre sera donc prochainement réduite à l'alternative de disparaître, ou d'en appeler aux armes. Il est certain que c'est pour la seconde solution qu'encore une fois elle optera. Menacée dans son hégémonie par la concurrence allemande, l'Angleterre déclancha la guerre de 1914 ; menacée dans sa vie même par la constitution du Bloc Etats-Unis-France-Allemagne, l'Angleterre ne saurait hésiter à déclancher cette guerre du Pacifique qu'un général japonais, le général Oku, si je ne me trompe, annonçait, dès 1915, comme devant être la prochaine guerre mondiale.

Mais que pourra faire seule l'Angleterre, même avec l'aide du Japon ? L'Angleterre ne peut tenter de combattre la formidable coalition qui se dresse contre elle qu'à la condition d'avoir un allié puissant, riche en hommes et en ressources de toute nature, tant morales que matérielles.

Cet allié ne saurait être que la Russie.

Et c'est sans doute pourquoi, avec cette sorte de prescience plus ou moins consciente qui détermine les grandes décisions des peuples, l'Angleterre conservatrice a été la première des puissances de l'Entente à renouer des relations avec la Russie soviétique ; c'est pourquoi Lloyd George, l'homme de la Fédération des Industriels britanniques, fit convoquer Tchitcherine à Gênes ; c'est pourquoi conservateurs et libéraux virent sans déplaisir le Parti travailliste arriver pour quelques mois au pouvoir ; et c'est pourquoi aussi les délégués de ces vieilles trade-unions conservatrices de Grande-Bretagne ovationnèrent à leur Congrès de Hull les délégués bolcheviks des syndicats russes, et que Purcell et Ben Tillet allèrent à Moscou.

Mais une alliance solide entre l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et l'Angleterre capitaliste est impossible. Une Angleterre ouvrière seule peut compter sur l'aide armée de la Russie. L'Angleterre ne peut résister aux Etats-Unis qu'appuyée sur la Russie, et elle ne peut s'appuyer sur la Russie qu'à la condition de devenir elle-même un pays prolétarien. La nécessité de se défendre contre l'Amérique sera un facteur qui s'ajoutera aux autres pour hâter l'avènement de la Révolution prolétarienne en Grande-Bretagne.

C'est ainsi que plus nous irons et plus les antagonismes secondaires se résoudront dans l'antagonisme fondamental, celui qui met aux prises bourgeoisie et prolétariat. New-York et Moscou deviendront les deux pôles autour desquels tout le reste se groupera. La prochaine guerre affectera peut-être encore, dans la forme, l'apparence d'une guerre entre nations, mais, dans le fond, elle sera une guerre entre classes. Elle sera une guerre sociale, une guerre entre le capitalisme et le communisme. Cela d'ailleurs a toujours été le propre des vraiment grandes guerres, des guerres d'une réelle importance pour l'histoire de la civilisation : sous l'aspect de peuples ennemis, ce sont des Economies opposées qui s'affrontent.

R. LOUZON.

Boukharine parle du testament politique de Lénine

A l'occasion de l'anniversaire de la mort de Lénine, Boukharine a publié dans la *Pravda* un article d'où nous extrayons ces lignes :

Ilitch, me semble-t-il, voyait sa fin inévitable, la voyait mieux que ses proches camarades et amis, mieux que les médecins et les professeurs. Et quand la seconde attaque le terrassa, il se mit à dicter son testament politique, et au bord de la tombe dit des choses qui pour des dizaines d'années détermineront la politique de notre parti. Et encore une fois, et une fois de plus, et pour la dernière fois, Ilitch dit à tout le parti ses dernières paroles substantielles.

Lettre d'Angleterre

Vers de grands conflits :
La bourgeoisie prépare une offensive

La crise du Labour Party :
Poussée à gauche.

Le gouvernement conservateur a pris son temps avant de déclencher l'offensive préméditée contre les ouvriers et contre leurs organisations, syndicales et politiques. Son succès inespéré aux élections de décembre dernier lui assure la direction politique pour plusieurs années. Inutile de se presser. Mieux vaut ne pas trop se hâter et consolider, d'abord, sa position, sérieusement ébranlée par les fautes commises par Baldwin quand il prit, pour la première fois, le pouvoir.

Les leaders conservateurs ont donc été prudents. Ils ont donné une grande attention à la propagande dans les milieux ouvriers, où ils sont loin d'avoir perdu déjà toute influence, comme l'indique le fait qu'un grand centre métallurgique tel que Birmingham reste, pour eux, une forteresse où, à chaque élection, ils sont sûrs d'emporter tous les sièges.

Mais si les leaders conservateurs, et Baldwin le premier, veulent être prudents et ne rien brusquer, la Fédération des Industries Britanniques — puissant groupement patronal qui dispose du vrai pouvoir — est plus pressée ; elle ne veut pas attendre, elle mobilise ses journaux et commence l'attaque.

La bourgeoisie a retrouvé sa confiance, son orgueil, prompt à se manifester à la première occasion, avec la plus extrême brutalité. On l'a vu dans l'affaire égyptienne. La plaie terrible du chômage subsiste. L'effectif de l'immense armée des sans-travail ne varie guère. Malgré cela, on assiste, depuis quelques mois, à une reprise industrielle et commerciale indéniable, dont les journaux enregistrent et soulignent les symptômes divers. Le retour prochain à l'étalon d'or est envisagé avec fierté : l'Angleterre ayant sauvé sa monnaie se croit désormais parée contre les redoutables conséquences de la guerre. C'est quelque chose de la stabilité ancienne qui revient. C'est aussi un épisode favorable de la défense de Londres, première place financière, contre la toute-puissante Amérique. Celle-ci a disposé longtemps de tous les avantages, mais elle manquait de l'organisation bancaire internationale indispensable pour pouvoir les mettre à profit.

Dans le rapport annuel que l'Association des Compagnies de navigation à vapeur de Liverpool vient de publier, on peut lire ces lignes :

La marine marchande britannique a été restaurée et sa puissance de transport des marchandises au delà des mers sous le pavillon britannique, égale à celle qui existait avant la guerre, est de nouveau à la disposition de la nation. »

Enhardie par ces constatations, excitée par l'appât des hauts dividendes, la bourgeoisie développe son plan d'attaque : contre les ouvriers dont il faut maintenir les bas salaires et affaiblir les organisations ; contre ce qu'elle appelle le « gaspillage » de l'Etat (campagne du *Daily Mail* intitulée : L'argent gaspillé pour l'instruction publique) pour obtenir de substantielles réductions d'impôts. Enfin, la France et l'Italie doivent payer leurs dettes de guerre. A ce propos, la Fédération des Industries britanniques vient de formuler un avis qui sera, sans doute, peu goûté en France. Elle ne perd pas son temps dans les effusions amicales conventionnelles habituelles. Elle dit tout de suite : « L'Amérique a adopté, sur cette question des dettes, une « attitude strictement commerciale ». Cela commande la nôtre. » Et elle fait une proposition pratique : « La solution doit être recherchée dans un arrangement par lequel les nations débitrices devront effectuer des versements annuels basés sur leur capacité de paiement. » Cela sonne étrangement comme l'application d'un traitement Dawes à la France et à l'Italie. La Fédération le dit d'ailleurs carrément. La capacité de paiement pourra être déterminée par un « index de prospérité », basé sur quelque chose d'analogue au plan Dawes tel qu'il fonctionne pour l'Allemagne.

Contre les ouvriers, l'attaque est double ; elle est menée à la fois contre les trade unions et contre le Labour Party. De grands conflits sont en perspective, en premier lieu avec les mineurs et avec les cheminots.

Les mineurs sont ceux des ouvriers qui, ici, ont le plus souffert des bouleversements d'après-guerre. Quand l'Allemagne effectue normalement ses livraisons en nature, notamment en charbon, il y a ici crise, chômage, bas salaires, conséquence, dit-on, des bas prix.

Quand elle cesse de les faire, c'est la prospérité, mais la prospérité seulement pour les Compagnies, qui prétendent que les bénéfices exceptionnels réalisés suffisent à peine à combler les trous causés dans les périodes de crise.

Une des conséquences, indirectes et avantageuses, de la formation du cabinet travailliste, fut qu'elle débarrassa les trade unions de ceux de leurs leaders les plus réactionnaires, la droite la plus caractérisée du mouvement, la clique des J.-H. Thomas, Clynes, Frank Hodges, etc. ; le malheur est qu'après leur chute, ces gens se sont rabattus sur leurs anciens postes. Les uns les ont retrouvés tout de suite. Pour d'autres, c'est plus difficile, notamment pour Hodges, des mineurs. Les journaux avaient raconté que cet ancien lord civil de l'Amirauté du cabinet Mac Donald voulait retourner à la mine. Mais c'est seulement au Secrétariat de la Fédération des mineurs qu'il voulait revenir. Il n'a pu réussir, la place étant solidement prise par A.-J. Cook et il se livre, en ce moment, à une campagne dégoûtante que la presse capitaliste met en relief.

La revendication des mineurs est modérée : ils demandent des salaires équivalents à ceux d'avant-guerre.

Les Compagnies s'écrient aussitôt qu'une telle demande est extravagante, qu'elle entraînerait la ruine de l'industrie charbonnière, etc. La chanson habituelle. Mais, quand les jérémiades sont finies,

elles laissent entendre qu'on pourrait se mettre d'accord si les mineurs consentaient à renoncer à la journée de sept heures et a revenir à la journée de huit heures. Leur tactique a consisté à précipiter le mouvement, à exciter les mineurs, comptant que, s'ils partaient seuls et prématurément dans la bataille, il serait aisé de les battre. C'est ce que Cook et ses camarades de la Fédération des mineurs ont fort bien compris. Ils ne sont pas tombés dans le piège et ont, au contraire, préparé un mouvement d'ensemble. Les mineurs ont des revendications. Les cheminots aussi et, en fait, tous les ouvriers menacés par l'offensive capitaliste : il faut livrer la bataille ensemble, car du résultat de cette bataille dépendra le sort des ouvriers dans les années qui viennent. Instruits par la dure expérience du « Black Friday » — quand les cheminots, sous l'influence de J.-H. Thomas, lâchèrent, en pleine lutte, les mineurs — Cook prend ses précautions afin que, cette fois, la solidarité ouvrière ne soit pas de mots, mais qu'elle soit réelle et solide et que la malfaisance, toujours possible, des Hodges et des Thomas soit, par avance, paralysée.

A l'égard du Labour Party, ce qu'on veut, c'est le priver de la plus grande parte de ses ressources. La bataille politique exige ici des caisses bien garnies. Conservateurs et libéraux alimentent la leur par la vente des titres nobiliaires. Les travaillistes ont les versements collectifs des trade unions.

Ce sont ces versements collectifs qu'on propose d'interdire par une loi. Seules, les contributions individuelles seraient autorisées. Le projet de loi actuellement soumis à la Chambre des Communes n'émane pas du gouvernement, mais est dû à l'initiative privée d'un conservateur, l'avocat Macquisten. Ce fait significatif montre que le gouvernement est, dans l'ensemble, hostile à cette mesure. Les raisons de cette hostilité doivent être recherchées dans l'état présent du Labour Party. Qu'il traverse une crise et une crise sérieuse, c'est un fait que nul ne songe à contester. On en voit, à chaque instant, des manifestations nouvelles. Et l'opinion de Baldwin est qu'une attaque menée en ce moment contre le Labour Party ne pourra avoir qu'un résultat : raffermir son unité gravement compromise et, à l'intérieur du parti, assurer la prédominance de la gauche.

Sur cette crise du Labour Party, il y a tant a dire qu'elle devra faire l'objet d'une correspondance spéciale. Je dois me borner ici, en terminant, à en marquer les traits essentiels.

La formation du cabinet travailliste, même sa composition, avaient été bien accueillies. A mesure qu'il a fonctionné, les paroles et les actes de la plupart des ministres ont suscité un vif mécontentement, provoqué d'amères désillusions. Sa chute avec l'affaire de la « lettre Zinoviev » a fait surgir une vraie colère. La popularité de Mac Donald a été liquidée d'un coup. Même dans son propre parti, l'I. L. P., on ne veut plus de lui. L'excellente revue que dirige Palme Dutt, *The Labour Monthly*, a publié, dans ses numéros de janvier et de février (et réédité en brochure), une étude intitulée : « La diplomatie de Ramsay Mac Donald », où l'auteur dénonce avec sévérité et colère la responsabilité particulière de Mac Donald dans la politique extérieure suivie par le gouvernement travailliste.

La gauche du groupe parlementaire est surtout composée du groupe écossais, renforcé d'hommes comme Lansbury. Elle pose la question ainsi : Sommes-nous la suite du parti libéral ou un parti socialiste ? Elle veut une politique dégagée de tout compromis avec la bourgeoisie et une attitude plus agressive au Parlement. Sur ce dernier point, elle donne elle-même l'exemple, à la grande confusion des leaders soucieux des convenances et de la tradition. Le dernier « scandale » qu'elle a provoqué, c'est lorsqu'est venue en discussion la demande de crédits spéciaux pour un voyage du prince de Galles en Amérique du Sud. Kirkwood a parlé comme un homme qui est chaque jour en contact avec la misère de Glasgow. Son rude langage a mis en fuite les anciens ministres, qui ont quitté en hâte leur banc. Seul, Wheatley, l'ancien ministre de l'Hygiène, y est demeuré et a appuyé l'intervention de Kirkwood. Au vote, le groupe s'est divisé, la droite votant les crédits.

L'affaire a eu des conséquences. Après une vive discussion. on lui a donné une solution provisoire par le vote d'un texte disant qu'une action plus coordonnée et une discipline plus stricte sont nécessaires.

Ce qu'on voudrait, c'est museler les Ecossais et tous ceux qui ont leur franc parler, comme Lansbury. Celui-ci, sans doute en prévision de cette menace, vient de créer un hebdomadaire, *The Labour Weekly*, dont le premier numéro a paru samedi. Il a dû quitter le *Daily Herald* avec quelque peine. C'est lui qui l'avait fondé, avant la guerre, et avait réussi à le maintenir, ce qui fut une rude tâche (1). Mais aujourd'hui le *Daily Herald* est devenu l'organe officiel du Parti et des organisations syndicales. Et Lansbury n'est pas l'homme d'un tel organe. Il a besoin d'être tout à fait à son aise. Au *Labour Weekly*, il sera chez lui.

La gauche du Labour Party et la gauche trade unionniste ne se confondent pas du tout et forment deux mouvements distincts. Cette dernière, à qui une base solide et un programme clair sont ce qui manque le plus, a cherché, ces derniers temps, un point d'appui vers la Révolution russe et elle s'est trouvée, du coup, sérieusement consolidée. Si on ne lui demande pas ce qu'elle ne peut donner et surtout si on ne lui fait pas prendre des positions qu'elle ne pourrait défendre, on peut compter que son action aura ici une grande influence sur le mouvement ouvrier et que cette influence s'étendra au mouvement international.

On annonce la publication d'une nouvelle revue, au titre significatif : *Trade Union Unity*, revue mensuelle du trade-unionisme international. Son comité de direction est composé de Purcell, Fimmen et George Hicks. Le but qu'elle se propose est ainsi exposé : « La situation sociale extrêmement incertaine de l'Europe, l'offensive capitaliste qui se prépare contre les ouvriers du monde entier, ne peuvent être combattues que par une réorganisation des forces ouvrières sur la base de l'unité syndicale. Pour cette unité, nous lutterons. Les ouvriers ne réaliseront cette unité que s'ils apprennent à se connaître et à comprendre leurs problèmes respectifs. Il faut savoir pour comprendre. *Trade-Union Unity*, par ses informations, ses faits, ses chiffres, ses articles, fournira les éléments de cette connaissance. »

Stephen BLACKPOOL.

Londres, 6 *mars* 1925.

(1) Il a conté cette histoire exceptionnelle du journalisme anglais dans un livre qui vient de paraître : *The miracle de Fleet Street*, Londres, The Labour Publishing Cy, 2 sh.

DANS L'INTERNATIONALE

L'EXÉCUTIF ET LE PARTI FRANÇAIS

Les communistes français sont bien mal renseignés sur ce qui se passe dans l'Internationale, et même sur les interventions de l'Exécutif dans les affaires de leur parti.

De cette manière, comment pourraient-ils s'expliquer pourquoi le parti communiste français, dans son dernier Congrès, n'a même pas pu adopter les soi-disant « thèses » préparées à cet effet. Chacun sait que le Congrès aurait voté n'importe quoi. Pourquoi a-t-il donné cette étonnante preuve de faillite : le renvoi des projets de « thèses » au futur Comité central ? Vit-on jamais Congrès se déclarer aussi ouvertement inexistant ?

L'explication est toute simple : *L'Exécutif a complètement désavoué les élucubrations de ceux qui se prétendent ses représentants.* Et il faut que le parti soit singulièrement docile pour se trouver « d'accord » à la fois avec ceux qui disent blanc et avec ceux qui disent noir...

Nous affirmons tranquillement, sans craindre aucun démenti, que l'Exécutif, sur le rapport d'Humbert-Droz, a adopté des résolutions qui sont autant de désaveux des dirigeants du parti communiste français, et notamment :

Sur l'immixtion intempestive du parti dans la campagne pour l'unité syndicale, compromise par l'incident Fimmen-Purcell ;

Sur la lettre non moins intempestive du parti aux trade-unions anglaises, considérée comme un pavé de l'ours ;

Sur les désaccords entre dirigeants du parti et dirigeants de la C. G. T. U., signalés par Manguin (des Métaux) contre lequel le représentant français prononça des menaces qui lui valurent un sérieux avertissement ;

Sur un certain article de l'*Humanité* faisant allusion à la formation de syndicats communistes ;

Sur le soi-disant fascisme et social-fascisme dont les projets de « thèses » étaient abondamment farcis (pourquoi pas le communisme-fascisme ? demanda en riant Boukharine) ;

Sur l'exclusion de Monatte, Rosmer et Delagarde ;

Sur le bluff social-démocrate de Doriot à la Commission des Affaires étrangères de la Chambre ;

Sur l'affaire Sadoul ;

Et sur plusieurs autres questions de moindre importance.

Parlant du fatras des « thèses » Zinoviev déclara textuellement : *Elles sont bonnes à mettre au panier. Ce sont de mauvais articles de journaux. Il est dommage que nous n'ayons plus le temps de les recommencer.*

Parlant des exclusions, Zinoviev dit : *Elles sont regrettables mais elles sont un fait, et nous ne pouvons ne pas en tenir compte ; du moins, il faut qu'elles soient les dernières.*

Sur la question Doriot, il fut décidé de désapprouver celui-ci et de l'inviter à rattraper sa bévue.

Sur l'affaire Sadoul, on décida de télégraphier à l'*Humanité* pour lui enjoindre de cesser immédiatement la conspiration du silence observée contre Sadoul, d'entreprendre une campagne à la première page du journal (ordre qui fut docilement exécuté, ce qui explique le revirement brusque de l'*Humanité*), et l'on décida en même temps de former une commission internationale pour juger certains actes de Sadoul.

C'est Zinoviev lui-même qui résuma d'un mot toutes les critiques formulées contre le P. C. français en disant : *Il est temps de normaliser le parti,* — mot qui fut répété docilement par les perroquets de Paris — mot vide de sens, d'ailleurs, tant que l'on prétendra « normaliser » l'anormal.

Encore une fois, nous nous bornons ici à informer. Nous ne craignons aucun démenti. Quant aux membres conscients du parti, ils ont un moyen bien simple d'être édifiés : qu'ils exigent la publication de la résolution de l'Exécutif, publication décidée d'ailleurs à Moscou et étouffée à Paris.

L'interview de Staline par Herzog

La *Pravda* du 3 février a publié des déclarations de Staline à l'écrivain communiste allemand Wilhelm Herzog. Les paroles du secrétaire du parti communiste russe désavouent cruellement les insanités grossières propagées par les dirigeants des partis communistes allemand et français. Aussi, la *Rote Fahne* et l'*Humanité* se sont-elles soigneusement gardées de publier l'interview. Un conflit s'est produit à ce sujet entre la direction du P. C. allemand et celle du P. C. russe.

Quant à nous, nous mettrons sous les yeux des révolutionnaires capables de réflexion quelques-uns des propos de Staline, que l'*Humanité* cache :

« ...*Il est superflu de démontrer que la situation (allemande) actuelle se différencie essentiellement de celle de 1923, quant aux conditions tant extérieures qu'intérieures. Cela n'exclut pas, cependant, que la situation puisse changer brusquement dans un temps proche d'une manière favorable à la révolution et en raison de changements sérieux possibles dans la situation extérieure...* »

(On sait que Zinoviev avait soutenu, au lendemain de l'échec d'octobre 1923, que les condition ne pouvaient qu'être de plus en plus révolutionnaires. Le chœur des perroquets ne cessait depuis de ressasser cette naïveté. Staline signifie que c'en est assez ; mais lui, croit-il être intervenu à temps ?)

« ...*Je pense que le plan Dawes a déjà donné quelques résultats conduisant à une situation relativement stable. L'introduction du capital amé-*

ricain dans l'industrie allemande, la stabilisation de la devise, l'amélioration d'une série de branches importantes de l'industrie, — ce qui ne signifie nullement un foncier assainissement de l'économie, — enfin une certaine amélioration de la situation matérielle de la classe ouvrière, tout cela ne pouvait manquer de conduire à un certain renforcement de la bourgeoisie en Allemagne, C'est là, pour ainsi dire, le coté positif du plan Dawes.

« *Mais ce plan a aussi des côtés négatifs qui doivent inévitablement se manifester dans une certaine période et qui détruiront les résultats positifs...* »

(On sait que Zinoviev et le chœur des perroquets prétendaient que le plan Dawes ne pouvait que précipiter la catastrophe en Allemagne... Encore un refrain qui n'a plus cours. Il faudra en apprendre un autre.)

« *Pour la victoire de la révolution, il est en outre indispensable que le P. C. représente la majorité de la classe ouvrière, qu'elle devienne la force décisive. Il est indispensable que la social-démocratie soit démasquée et brisée, qu'elle soit réduite à la situation d'une insignifiante minorité dans la classe ouvrière. Sans cela, il est même inutile de penser à la dictature du prolétariat...* »

(On sait que le P. C. allemand, depuis sa prétendue « bolchevisation », a perdu plus de la moitié de ses membres, a perdu un million de voix aux élections, a perdu ses principales positions dans les syndicats, a perdu 40 % de ses forces dans les conseils d'entreprises. C'est cela qui donne sa pleine signification à l'interview de Staline par Herzog.)

« ... *certains camarades croient que renforcer le parti et le bolcheviser, cela signifie chasser du parti tout contradicteur. Cela est évidemment faux. Démasquer la social-démocratie et la réduire à l'état d'une insignifiante minorité ne sont possibles qu'au cours d'une lutte quotidienne pour les besoins concrets de la classe ouvrière...* »

(On sait, ou l'on ne sait peut-être pas, que la direction du P. C. allemand a récemment décidé l'exclusion de Brandler, lequel est tenu par la discipline du parti de rester en Russie depuis déjà près d'un an. Mais la direction du P. C. russe, prévoyant le coup, avait fait adhérer Brandler et Thalheimer au parti russe afin de les soustraire aux fureurs de leurs successeurs... Les paroles de Staline font d'ailleurs allusion non seulement à la tentative ratée d'exclusion de Brandler mais aussi à l'exclusion effective de Monatte et de Rosmer, bien que ceux-ci n'aient rien de commun avec la position spéciale de celui-là.)

Staline donne ensuite une série de conseils où il ne fait que renouveler tout ce qui était dit dans les thèses des 3e et 4e Congrès de l'Internationale sur la conquête de la majorité du prolétariat, et que le 3e Congrès a « corrigées ». C'est une simple paraphrase du point de vue soutenu victorieusement par Lénine et Trotsky contre les prétendues « gauches ». Ensuite, il formule en douze paragraphes les conditions d'une véritable « bolchevisation » du parti; il serait fastidieux de citer ici une série de formules devenues banales, bien qu'émaillées d'allusions cinglantes aux « bolchevisateurs » malheureux. Notons seulement que Staline rappelle à ceux-ci la nécessité de s'assimiler le marxisme, de ne pas répéter des formules apprises par cœur et des parallèles historiques (il est temps!), qu'il les met en garde contre le sectarisme, la mentalité de suiveurs, le mépris de la masse, l'aventurisme, etc., toutes choses qui ne fleurissent que trop dans le parti « bolchevisé ».

On comprend que ni la *Rote Fahne*, ni l'*Humanité*, n'aient publié les malencontreuses déclarations rapportées par Herzog.

LA CRISE DU P. C. TCHÉCOSLOVAQUE

Le seul grand parti de l'Internationale qui ait été jusqu'à présent épargné par les mesures... radicales de « bolchevisation », le parti tchéco-slovaque, est maintenant livré à son tour aux spécialistes de cette sorte d'opération.

Il avait déjà subi quelques mesures préliminaires. Au dernier Congrès, le secrétaire constata que celles-ci avaient coûté 40.000 membres au parti. Le représentant de l'Exécutif, Manouilsky, recula alors devant une opération chirurgicale qui eut littéralement coupé le parti en deux. Il fit de notables concessions au groupe dirigeant (Smeral-Muna) qui en fit lui-même pour sauver l'unité et consentit à ne figurer à la Direction que comme minorité. Une soi-disant « gauche », racolée on ne sait comment (ou plutôt : on commence à le savoir) se vit confier la prépondérance, en échange d'un « antitrotskysme » de commande.

Les résultats ne se sont pas fait longtemps attendre : la crise bat son plein dans le parti tchèque et l'on peut craindre pour l'unité. Sur cette crise, nous ne savons pas encore grand'chose et ce n'est pas sur l'*Humanité* que nous pouvons compter; nous nous réservons donc d'y revenir avec les informations nécessaires. En attendant, nous disposons d'un document : la résolution votée à Brunn le 20 février par la conférence régionale du parti. Nous le publions, sans plus de commentaires, à titre d'information. Le lecteur averti des choses du parti français ne manquera pas d'être frappé de la parenté des deux situations et pourra faire un parallèle instructif.

Les événements qui se sont produits récemment dans le Parti nous obligent à prendre nettement position par une déclaration publique. Après lecture du rapport et comme conclusion du débat, la déclaration suivante a été adoptée :

« *Les directives données par le 5e Congrès de l'Internationale Communiste ont eu pour but de consolider le Parti et d'en faire un instrument de la Révolution Mondiale.*

« *Nous posons aujourd'hui en fait, que les individus, placés au Secrétariat du Parti et au Comité Central Exécutif du Parti (et qui ne sont parvenus à ces postes qu'en abusant de l'autorité de l'I.C.) travaillent* contre ce but, *et pour DES RAISONS PERSONNELLES. Ce groupe de gens* domine aujourd'hui entièrement le Secrétariat du Parti, *dispose de l'argent du Parti, et se conduit d'une MANIERE ABSOLUMENT IRRESPONSABLE.*

« *Abusant du mot d'ordre :* « *Bolchévisation du Parti* », *abusant du prestige de la Troisième Internationale, des gens* du passé le plus louche, dépourvus de mérite et de caractère, et animés des plus basses intentions, *sont parvenus à se his-*

ser aux postes de confiance. Leur but LE PLUS IMPORTANT, leur unique but, a consisté à rechercher des AVANTAGES PERSONNELS.

« C'est ainsi qu'aux dépens du parti et du mouvement ouvrier, le carriériste, l'incapable, l'ambitieux Dolezal — qui, hier, était à droite, et aujourd'hui à gauche et qui évoluera demain selon les besoins de la cause — est arrivé à occuper dans le Parti un poste responsable.

« C'est ainsi qu'un briseur de grèves, *le nommé Horn, qui, en 1920, au moment de la grève générale, a agi en briseur de grève, et qui, en outre, s'est rendu coupable d'escroqueries, est secrétaire du Parti.*

« C'est ainsi que le responsable du travail illégal est le nommé Macenauer, qui vola 27.000 couronnes tchèques — argent ouvrier si péniblement amassé !

« C'est ainsi que le dernier mot, dans la conduite du Parti, est laissé à l'ancien lieutenant magyar Seidler, qui n'a rien trouvé de mieux que d'installer sa femme et sa belle-sœur au Secrétariat, et pour qui le Parti est un fief destiné à entretenir toute sa famille ! Les appointements de la famille Seidler se calculent par milliers de couronnes...

« Un autre membre dirigeant du Parti est le nommé Jules Vercik à qui l'introduction de la « ligne bolcheviste » a valu de gros appointements, bien qu'il ait été établi, par la Commission de contrôle, que, solidairement avec Seidler, il se soit rendu coupable de malversations.

« Un policier fait également partie de ce groupe, agent payé par la police bourgeoise, à qui il communiquait les ordres secrets de l'Exécutif, et faisait connaître tout ce qui se passait au Bureau Politique. C'est ce même groupe, lié étroitement à la police, qui organisait l'espionnage contre les camarades incommodes.

« Nous déclarons que la classe ouvrière ne souffrira pas davantage que de malhonnêtes gens restent au Secrétariat du Parti et au Bureau Politique. Nous entrons dans la lutte pour que le Parti se débarrasse des éléments malpropres qui l'encombrent. *Nous exigeons que le Parti épure ses cadres et s'appuie désormais sur les statuts. Nous FAISONS CONFIANCE A L'EXECUTIF DE LA IIIe INTERNATIONALE, convaincus que s'il connaissait la situation exacte, il purgerait lui-même le Parti de ces éléments dangereux. Nous savons que le Comité Central contient aussi des camarades convenables, en qui nous avons pleine confiance. Malheureusement, ceux-ci sont absolument terrorisés par la poignée de gens dont nous avons parlé, qui règnent en maîtres sur le Parti. Le Bureau Politique se borne à assister sans rien dire à tous les abus qui se produisent : étant entre les mains de ces éléments dangereux, il combat tout effort pour l'épuration du Parti et qualifie de « démagogique » et de « lutte contre la IIIe Internationale », toute campagne engagée dans ce but.*

CAS DU CAMARADE BUBNIK

« En prononçant l'exclusion du camarade Bubnik, le Bureau Politique a fait sienne la cause de la corruption et de la fraude, que le camarade Bubnik combattait.

« Le Bureau Politique a violé les statuts en prononçant cette exclusion, le Comité Central Exécutif ayant seul le droit d'exclusion.

« Ce sont les citoyens Seidler et Vercik qui, au Bureau Politique, ont seuls décidé l'exclusion de Bubnik, pour l'unique raison que ce camarade, en sa qualité de membre de la Commission de contrôle, avait découvert leurs malversations, en avait fait la preuve, les avait dénoncées.

« Le camarade Bubnik a été exclu parce qu'il avait fait son devoir. Ce dont on s'est servi pour exclure Bubnik ne peut être prouvé. Le soi-disant « manquement à la discipline » n'est qu'un prétexte invoqué au dernier moment pour discréditer l'homme qui eut le courage de s'opposer aux combinaisons malhonnêtes du groupe dirigeant.

« Nous apprenons avec satisfaction la résolution de l'Exécutif de l'organisation de Prague, concernant le cas du camarade Bubnik, demandant l'annulation de l'exclusion de Bubnik, proposant l'exclusion de Seidler, de Vercik et de Horn, la convocation d'une conférence du Parti, et éventuellement la session d'un Congrès extraordinaire destiné à faire enfin l'ordre à l'intérieur du Parti.

« Nous demandons à tous les éléments désireux de voir vivre le Parti, et soucieux de son épuration, de suivre notre exemple. Nous leur demandons en outre de se soumettre à la décision de l'Exécutif de Moscou, en qui nous avons toute confiance. »

Le *Vorwærts* de Reichenberg, organe du parti, a publié un article de Kreibich dans lequel celui-ci attaque le Bureau Politique du parti et condamne l'exclusion de Bubnik.

Le Parti Communiste Belge et le "trotskysme"

Le Parti Communiste belge vient d'être appelé à se prononcer sur le « trotskysme ». Il l'a fait après une étude approfondie de la question. Les textes essentiels ont été publiés par l'organe quotidien du parti : le *Drapeau Rouge*.

Deux motions étaient soumises au Comité Central. L'une, défendue par Jacquemotte, condamnait, d'une manière assez bénigne d'ailleurs, le « trotskysme » : elle regrettait que Trotsky ait rouvert inopportunément une discussion déclarée close. (On sait ce qu'il faut penser de cette assertion.) L'autre, rédigée par les fondateurs du parti, est moins sommaire. Après avoir défini et précisé ce qu'est le léninisme et analysé la situation présente, elle examine ce qu'on a appelé le « trotskysme ». Elle déclare ne rien voir dans les discours et écrits incriminés, qui puisse être qualifié de menchevisme ou de revision du léninisme ; qu'au contraire Trotsky apparaît comme un léniniste ; qu'il peut se tromper, ainsi que d'autres et commettre des erreurs mais que sa volonté d'être un léniniste est certaine.

Après une discussion à laquelle les membres du C. C. et un représentant du Parti français ont participé, le vote a eu lieu. La résolution Jacquemotte a obtenu trois voix. Celle des fondateurs du parti en a recueilli dix-sept.

NOTES ÉCONOMIQUES

Les prétentions des intellectuels et la loi de la conservation de l'énergie

Une Révolution aussi profonde que la Révolution prolétarienne ne saurait ni se faire, ni se préparer par la ruse. Ne pas insister sur les points fondamentaux, afin de ne pas s'aliéner certaines catégories de petits bourgeois plus ou moins sympathisants au communisme, serait entretenir une confusion éminemment préjudiciable au développement de la conscience révolutionnaire, conscience qui est la condition *sine qua non* de la Révolution.

Un point fondamental sur lequel on entretient cependant volontiers l'équivoque est le grand principe communiste qu'*une heure de travail vaut une heure de travail, quelle que soit la nature du travail*; et que, par suite, la rémunération d'une heure de travail doit être égale pour tous, manuels et intellectuels.

C'est pourtant ce que depuis toujours le prolétariat révolutionnaire a affirmé. C'est ce qu'il affirme par le fait, même au sein de la société bourgeoise, lorsqu'il fonde des coopératives de production où le directeur a un salaire identique à celui du manœuvre; c'est ce que la Commune affirmait quand elle décidait que « la rémunération du service public ne devait être qu'un salaire normal de travailleurs » ; c'est ce qu'affirma le prolétariat russe au début de la Révolution par le cri de « A bas les intellectuels », c'est-à-dire « A bas toute situation privilégiée pour les intellectuels ». C'est ce qui est au cœur de chaque ouvrier conscient de la valeur de son travail et de son métier. Une société communiste où les travaux dits « intellectuels » seraient rémunérés davantage que les travaux dits « manuels », n'aboutirait qu'à une nouvelle forme d'exploitation : la grande masse des travailleurs serait exploitée par la caste des intellectuels, au lieu de l'être par la classe des capitalistes, mais ce serait toujours une part du produit du travail des ouvriers qui leur serait enlevée pour aller grossir la part des privilégiés.

Or, ce sont là choses qui ne sont pas encore bien claires pour certains milieux sympathisants. De ce que la Révolution russe a dû, dans la nécessité de ne point interrompre la production, céder momentanément au chantage des techniciens, les acheter tout comme des cochons en foire en leur assurant temporairement des rémunérations très supérieures à celles de l'ouvrier ordinaire, les vieilles idées saint-simoniennes, qui gisent au fond du cœur de presque chaque bourgeois français se sont réveillées, et maintenant beaucoup d'intellectuels et de techniciens considèrent la société communiste comme une société d'où certes les capitalistes seraient bannis, mais où les avantages matériels et moraux qui sont actuellement l'apanage des capitalistes subsisteraient; ils ne seraient enlevés aux capitalistes que pour passer entre leurs mains.

Je trouve un exemple assez caractéristique de cet état d'esprit dans la lettre d'un technicien de coopérative, militant d'une organisation de techniciens, incontestablement très sympathique à la classe ouvrière et au communisme, qui est publiée par le journal de cette organisation. « Les rares techniciens, y est-il dit, qui occupent une situation de direction (dans les coopératives du Nord) ont des salaires peu élevés *par suite de l'esprit ouvriériste qui règne presqu'en maître*. » Autrement dit, il est déplorable que des techniciens ne touchent pas un salaire beaucoup plus élevé que celui des ouvriers.

Eh bien ! puisque ces messieurs sont évidemment des esprits très « scientifiques », prêts à invoquer la « vérité scientifique » à propos de tout et de n'importe quoi, demandons-leur donc sur quelle base « scientifique » ils établissent leur prétention.

***

La grande loi qui domine la science moderne et dont toutes les découvertes faites depuis plus d'un demi-siècle qu'elle est formulée n'ont fait que confirmer le caractère général, est la loi de la conservation de l'énergie : toutes les formes d'énergie, énergie mécanique, calorifique, électrique, chimique, etc..., se transforment l'une dans l'autre selon un rapport déterminé, toujours le même. Bien que se présentant sous des formes différentes, toutes ces énergies sont quantitativement comparables. Un même travail mécanique, par exemple, est susceptible de fournir soit une certaine quantité de chaleur, soit une certaine quantité d'électricité, quantité de chaleur et quantité d'électricité qui seront toujours l'une et l'autre de même grandeur, si le travail qui les a engendrés est le même. Donc, malgré leurs différences qualitatives, malgré que chaleur et électricité nous apparaissent comme des phénomènes de nature très différente, nous pouvons dire que telle quantité de chaleur et telle quantité d'électricité sont égales, puisqu'elles peuvent être engendrées chacune par le même travail mécanique ; ce travail mécanique est leur commune mesure.

Le physicien qui prétendrait que ces deux quantités sont inégales parce que la chaleur est d'une « qualité » supérieure à celle de l'électricité, ou inversement, se ferait prendre pour un échappé de Charenton. C'est pourtant chose tout à fait analogue que prétendent les intellectuels pour justifier leurs privilèges. Ils prétendent qu'une heure de travail « intellectuel » vaut plus qu'une heure de travail « manuel ». Or, les travaux effectués dans les deux cas sont, quel que soit l'aspect différent qu'ils revêtent, engendrés par une même forme de travail, qui est le travail que représente l'ensemble des phénomènes physico-chimiques qui se passent dans l'organisme humain durant une heure, ce que Marx appelait la « dépense de force vitale ». Et comme, bien qu'on ne sache pas encore mesurer avec précision le travail que représente l'ensemble de ces phénomènes physico-chimiques, rien ne permet de supposer que ce travail soit plus grand lorsque l'organisme est occupé à un travail intellectuel que lorsqu'il est occupé à un travail ma-

nuel (les intellectuels ne mangent pas plus que les manuels et ne meurent pas plus tôt), il s'ensuit qu'une heure de travail intellectuel et une heure de travail manuel sont le produit de la transformation d'une même quantité d'énergie physico-chimique, c'est-à-dire sont égaux. Une rémunération différente ne reposerait donc sur aucun fondement rationnel ; une chaudière n'a pas besoin de plus de charbon, qu'elle serve au chauffage ou à faire tourner une dynamo.

***

Une objection, cependant.

Le technicien a eu besoin, pour devenir technicien, de « faire des études ». Pendant tout ce temps, il a consommé, il a dépensé de la « force vitale », qui ne lui a pas été payée, mais qui va se trouver utilisée, une fois ses études terminées, concurremment avec celle qu'il dépensera au moment de son travail maintenant payant. L'heure de travail du technicien représente donc, dira-t-on, non seulement son heure actuelle de travail, mais également une certaine part des heures qu'il a employées à apprendre son métier.

Cela est très juste. C'est ce que Marx exprimait en disant qu'à côté du travail simple, il y a du travail « compliqué », du travail possédant un « poids spécifique supérieur », celui qui est la « manifestation d'une force de travail où entrent des frais élevés de formation ».

Mais, que faut-il en conclure au point de vue de la rémunération ?

Remarquons d'abord qu'il ne s'agit pas là de quelque chose de spécial au travail intellectuel. Cela s'applique à tout travail qui nécessite un apprentissage, qu'il soit manuel ou intellectuel. « Faire ses études » n'est qu'un nom pompeux inventé dans un intérêt de classe pour désigner l'apprentissage dans certains métiers privilégiés. L'ouvrier qualifié qui a dû faire quatre ou cinq ans d'apprentissage produit, lui aussi, du travail « compliqué », tout autant que l'intellectuel qui a fait ses études.

Mais, en outre, qui a payé ces frais d'études ? Qui a entretenu ces futurs travailleurs qualifiés pendant le temps de leur apprentissage ? Ce ne sont pas eux, puisque, pendant tout ce temps, leur travail était improductif. Leur consommation n'a donc pu être prélevée que sur le travail des autres. Dans la société actuelle, le jeune bourgeois, futur intellectuel, a été entretenu par sa famille sur la part que celle-ci perçoit dans ce que la classe bourgeoise s'approprie du travail du prolétariat ; dans la société communiste où les frais d'entretien et d'instruction des enfants seront directement assurés par la collectivité, ils proviendront de ce que celle-ci percevra sur le travail de chacun au titre de quote-part dans les frais généraux de la société.

Le surplus de valeur que l'apprentissage donne au travail doit donc revenir à ceux qui ont payé les frais de l'apprentissage, c'est-à-dire à l'ensemble des travailleurs, et non à celui qui en a profité. Il est, dès lors, tout à fait justifié que, pour l'établissement du prix de revient d'une marchandise, on affecte les heures de travail qui ont été consacrées à la production de cette marchandise par des travailleurs qualifiés, manuels ou intellectuels, d'un certain coefficient qui dépendra de la durée de l'apprentissage, mais ces travailleurs qualifiés n'auront point pour cela droit à une rémunération supérieure à celle du manœuvre, dont le travail ne sera majoré d'aucun coefficient, car la différence entre ce que le manœuvre perçoit et ce que vaut l'heure de travail du travailleur qualifié est exactement égale à ce qui a été payé pour faire de ce dernier un travailleur qualifié ; elle servira à rembourser les dépenses faites par la société de ce chef, et à permettre ainsi d'assurer l'apprentissage de la nouvelle génération.

Chronique des Monopoles

Dans la métallurgie, cartels français en attendant le trust franco-allemand.

Après de longs mois de négociations, France et Allemagne vont signer un traité de commerce *provisoire* valable pour neuf mois. Pourquoi ce provisoire ? Tout simplement parce que, au cours des négociations qui ont eu lieu à la fin de l'an dernier entre magnats métallurgistes allemands et magnats métallurgistes français, on n'a pas pu se mettre d'accord pour l'union du coke de la Ruhr et du fer de Lorraine, donc pas d'accord gouvernemental définitif ; mais comme les magnats n'ont pas abandonné l'espoir de s'entendre, les gouvernements signent un accord provisoire pour que, ainsi que l'avoue un journaliste financier fort averti, « la négociation des ententes *privées* puisse se poursuivre plus activement sous le couvert d'un statut provisoire ». Autrement dit, si d'ici le 1er janvier 1926 Thyssen et de Wendel sont parvenus à fonder le trust franco-allemand du fer, Luther et Herriot, ou leurs successeurs, signeront alors un traité de commerce définitif ; sinon ils continueront à atermoyer.

En attendant le trust international, les métallurgistes français ne restent d'ailleurs pas inactifs sur le terrain national : ils viennent de reconstituer leurs fameux *Comptoirs de vente* ou cartels, dissous depuis 1922. En 1922, en effet, la grande crise de 1920 était terminée, l'exportation commençait à être particulièrement facilitée du fait de la baisse du franc qui recommençait, bref, c'étaient les vaches grasses qui s'annonçaient. Chacun voulait en profiter le plus possible, d'où la dissolution des Comptoirs. Mais aujourd'hui que la concurrence allemande, alimentée par les crédits américains, va devenir dangereuse, maintenant que le franc est resté plusieurs mois (jusqu'au début de février) sans baisser, les métallurgistes français sentent à nouveau le besoin de supprimer entre eux la concurrence. Aussi, dans le courant de février l'entente s'est-elle faite, à peu près pour tous les produits métallurgiques, fonte phosphoreuse, demi-produits, poutrelles, laminés, rails. Au moment où j'écris, il semble qu'il n'y ait plus que pour les tôles et la fonte non phosphoreuse que l'entente ne soit pas encore conclue.

Notons cependant que cette entente n'est pas aussi totale qu'avec les anciens Comptoirs : les participants s'engagent en effet à ne vendre qu'à un certain prix, mais non à ne produire qu'une certaine quantité. Telle quelle, cette entente a suffi cependant pour amener déjà une sérieuse hausse des prix, qui atteint pour les poutrelles par exemple environ 10 %. L'entente se resserrerait d'ailleurs sans aucune doute si la mévente s'accentuait.

R. Louzon.

FAITS & DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

Dimanche 1er février. — Deuxième session du Congrès de l'U. D. de la Seine ; les statuts de l'Union relatifs à la rééligibilité sont modifiés.
— Jouhaux s'exhibe aux côtés d'Herriot à une démonstration pacifiste (?) au Trocadéro.
— Le militant révolutionnaire hindou Roy est arrêté et expulsé de France.

Lundi 2. — La Chambre supprime l'ambassade auprès du Vatican pour la remplacer par une mission alsacienne auprès du pape.
— Les usines Salmson ferment leurs portes jusqu'au vendredi.
— Les grévistes de Mazamet décident la reprise du travail.

Mardi 3. — Cachin répond à la Chambre au discours de Spinasse.

Mercredi 4. — Interpellation Doriot sur le Maroc.

Jeudi 5. — Le Conseil général de la Fédération Syndicale Internationale se réunit à Amsterdam.
— Finidori, Mohamed Ali et Mokhtar el Ayari, de la C.G.T. Tunisienne, sont arrêtés.

Vendredi 6. — Sanglants incidents de grève à la Guadeloupe : quatre grévistes tués, dix blessés par la gendarmerie.

Samedi 7. — Les dockers de Tunis font grève en protestation contre l'arrestation des militants de la C. G. T. tunisienne.
— Le Conseil Central de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam se prononce contre la convocation d'une conférence avec les Syndicats russes.

Dimanche 8. — Le Congrès S.F.I.O. s'ouvre à Grenoble.

Lundi 9. — Bagarres sanglantes à Marseille à l'occasion d'un meeting de Casteinau ; deux morts.

Mardi 10. — Finidori, gérant de l'*Avenir Social* de Tunis, est condamné à un an de prison.
— Discussion à la Chambre des traitements des fonctionnaires.

Mercredi 11. — Un « Courrières » allemand ; le grisou fait 300 victimes au puits n° 3 de la mine « Ministre Stein », de la Gelsenkirchen.

Samedi 14. — Election du Bureau syndical des terrassiers.
Suède : Menace de lock-out dans les fabriques de papier, la métallurgie et le textile.

Jeudi 19. — Banquet en l'honneur de Caillaux, organisé par la Ligue des Droits de l'Homme.

Samedi 21. — La Chambre, socialistes compris, maintient l'impôt sur les salaires.
Norvège : Mort de Ole O'Lian, secrétaire de la C. G. T. norvégienne.

Dimanche 22. — Troisième séance du Congrès des Syndicats de la Région parisienne.

Mardi 24. — Suède : Mort de Branting.

Mercredi 25. — Incidents à l'assemblée générale des terrassiers parisiens à l'occasion de la ratification des élections du Bureau syndical.

Jeudi 26. — A l'instruction, le jaune Léon Raynier, reconnaît avoir touché 8.000 fr des patrons de Douarnenez.
Angleterre : Le rapport de la Délégation trade-unioniste en Russie est publié.

Vendredi 27. — Mort de Martin-Coupaye, le vieux militant des ardoisiers des Ardennes.

Samedi 28. — Allemagne : Mort de Fritz Ebert, président du Reich.

Un mot d'ordre
Vingt francs par jour

Le mot d'ordre des « 6 francs » fut, à son époque, une excellente plate-forme d'agitation pour l'augmentation générale des salaires. Il représentait approximativement l'élévation du coût de la vie dans les derniers mois de 1922. Il correspondait, pour les ouvriers de l'industrie privée, à la revendication des 1.800 formulée par les fonctionnaires. Il produisit dans tous les centres ouvriers du pays de très bons résultats.

Comme celui des « 20 francs » qui vient d'être lancé, le mot d'ordre des « 6 francs » ne signifiait certes pas que toutes les corporations sans distinction, devaient arracher sans coup férir, la somme énoncée. Il laissait aux syndicats et fédérations toute latitude quant aux modalités d'application. C'est ainsi que dans certaines industries, (le livre par exemple), les ouvriers arrachèrent au cours de l'année, en plusieurs paliers, une augmentation supérieure.

Le nouveau mot d'ordre des « 20 francs comme salaire minimum quotidien », adopté par une récente conférence confédérale n'est pas moins heureux que celui des « 6 francs ». Il est sorti, pourrait-on dire, de la grève de Douarnenez. N'a-t-elle pas rappelé brutalement qu'une vaste couche ouvrière avait des salaires de misère. C'est le mot d'ordre type d'un syndicalisme qui se conçoit vraiment comme organisateur des masses. Il témoigne quel souci des intérêts de la majorité des travailleurs — non qualifiés et souvent non organisés — anime les militants des syndicats révolutionnaires. L'écart entre leurs salaires actuels et les « 20 francs » sera pour les non-qualifiés un stimulant qui ne manquera pas d'apporter des résultats.

Car ils sont nombreux en province, voire à Paris, les travailleurs des deux sexes qui n'ont pas un salaire quotidien de 20 francs. En province, dans les produits chimiques, la chapellerie, la papeterie, le textile, les métaux, la mine, l'alimentation, etc., c'est la grosse majorité qui ne les atteint pas. Dans le textile de Montargis, par exemple, me disait un militant de la Fédération, les hommes gagnent 15 francs par jour. Dans l'alimentation, les manœuvres ne dépassent guère le taux de 1 fr. 50 l'heure. C'est pour un franc de l'heure que les sardinières de Douarnenez viennent de faire grève. Dans les brasseries du Centre, les femmes gagnent 10 à 11 francs, les hommes 15 à 16 francs ; dans celles du Nord, les hommes arrivent péniblement aux 120 francs par semaine.

Des exemples pourraient être pris dans toutes les industries.

Les « midinettes » parisiennes, malgré leurs beaux mouvements pendant et apres la guerre, n'atteignent pas, pour la plupart, les 20 francs. Les « premières mains » qui ont les 130 francs par semaine, réclamés lors du mouvement d'avril 1923, sont la rare exception. La généralité des couturières parisiennnees ont un salaire de 10 à 18 francs par jour. Dans la mode, la papeterie, la plume et autres industries parisiennes employant principalement de la main-d'œuvre féminine, la situation est identique. En province, c'est pis encore.

Dans la période de surenchérissement de la vie que nous traversons, comment font-ils pour vivre tous ces « moins de 20 francs » ? Pour les chefs de famille, c'est le foyer à l'abandon, la femme étant à l'usine ainsi que les gosses, dès qu'ils teignent la douzième ou treizieme année. Pour les femmes ou jeunes filles qui doivent se suffire, c'est la nourriture insuffisante, la mansarde malsaine, les tentations plus malsaines encore de la rue.

C'est tous ceux-là que la C. G. T. U., en lançant le mot d'ordre des « 20 francs », appelle à la bataille. Cela ne veut pas dire, bien entendu, que ceux qui sont plus favorisés, qui occupent les degrés supérieurs de l'échelle des salaires doivent marquer le pas. Non. Mais en encourageant et en aidant dans la bataille les « moins de 20 francs », les ouvriers dont les salaires sont supérieurs, travailleront par répercussion pour eux-mêmes. — V. G.

***

Le mouvement des jeunes des P. T. T.

On a pu suivre dans toute la presse, la bataille engagée par les jeunes fonctionnaires des P. T. T., pour obtenir le paiement de l'allocation de 500 francs, accordée au personnel adulte.

Vers la fin de l'année 1924, les Chambres décidèrent d'allouer aux fonctionnaires de l'Etat, une indemnité fixée à 500 francs, comptant pour le deuxième semestre de 1924, en attendant la revision définitive des traitements.

Les jeunes, au-dessous du traitement de base de 3.800, ne pouvaient prétendre à l'intégralité de cette somme, et ne devaient toucher qu'au prorata de leur traitement.

Les jeunes des P. T. T., mécontents à juste titre, d'être évincés de cette allocation, commencèrent à s'agiter. Au Central Télégraphique de Paris, les jeunes facteurs « boulistes » et agents manipulants mineurs, décidèrent dans une réunion qu'ils tinrent le 9 janvier dernier rue Las-Cases, d'engager dès le lendemain une action énergique, afin d'obtenir pour tous, sans distinction, les 500 francs.

Le lendemain, à 11 h. 45, au moment où les brigades montante et descendante se trouvaient réunies, les jeunes facteurs chargés de la distribution et du ramassage des télégrammes sur les postes du Central Télégraphique, auxquels s'étaient joints quelques agents manipulants, touchés par le décret, s'enfermèrent dans les vestiaires et se mirent à manifester bruyamment.

Les cris mille fois répétés de : « Nos 500 ! Nos 500 ! » retentirent aux oreilles des chefs de service accourus précipitamment sur le lieu de la manifestation.

Malgré l'intervention de ces derniers, malgré les menaces de sanctions, l'effervescence dura pendant plus de vingt-cinq minutes, et ne prit fin que sur l'ordre des militants des *Jeunesses des P. T. T.*

Ce premier avertissement donné aux Pouvoirs publics et à l'Administration, les jeunes se séparèrent avec la ferme volonté de renouveler leur geste si cela était nécessaire.

Le lendemain et les jours suivants, l'agitation régna de nouveau. Des manifestations qui durèrent jusqu'à quarante-cinq minutes, eurent lieu quotidiennement.

Le chef du Poste Central, affolé, perdant la tête, croyant arrêter l'effervescence crut utile de prendre des sanctions. Quatre camarades furent suspendus pour des motifs divers.

Le résultat fut tout autre que l'espérait M. Goëfens. Les jeunes tinrent bon et prouvèrent, malgré toutes les brimades, qu'ils voulaient obtenir simplement de quoi manger.

Le service et plus spécialement la boulisterie — c'est-à-dire, le ramassage et la distribution des télégrammes sur les postes, venant ou à destination de toute la France et de l'étranger, souffrit particulièrement.

De nombreuses dépêches furent transmises avec quatre et cinq heures de retard.

Mais cette action locale s'étendit bientôt. La *Fédération des Jeunesses des P. T. T.*, commença une vigoureuse campagne de presse, de réunions de propagande, de meetings, de manifestations dans les services, et à plusieurs reprises sur les boulevards, qui remporterent chaque fois un succès plus grand.

La province suivit aussi le mouvement engagé à Paris, et entra dans la bataille. Lyon, Lille, etc., manifestèrent à leur tour, et se déclarèrent solidaires de leurs camarades parisiens.

Au bout de trois semaines environ, les Pouvoirs publics et l'Administration des P. T. T., sentant le danger, capitulèrent en partie. Un nouveau décret paru à l' « Officiel » du 24 janvier, accordait les 500 fr. aux jeunes travailleurs des administrations de l'Etat à partir de l'âge de 16 ans ; de 14 à 16 ans : 250 fr., et jusqu'à 14 ans : 125 fr.

Les quelques camarades frappés lors du mouvement furent réintégrés au Central ou au bureau de la Bourse.

En résumé, cette première victoire très importante, ne fut obtenue que grâce à l'action coordonnée et énergique des jeunes des P. T. T.

La situation était redevenue normale, et le travail avait repris sans incidents.

L'allocation de 500 fr. devait être payée en deux tranches de 250 fr. La première fut versée à la fin du mois de janvier. La deuxième devait l'être fin février. Mais au moment du paiement de cette seconde partie, les jeunes se virent refuser tout versement.

On avait compté sans les intéressés. Les jeunes des P. T. T., exaspérés de la mauvaise foi évidente du Gouvernement, recommencèrent résolument ce qu'ils avaient fait un mois avant.

Plusieurs délégations eurent lieu auprès des représentants les plus qualifiés de l'Administration et des Pouvoirs publics. Toutes demeurèrent infructueuses. Clémentel déclara que le seul juge qui pouvait trancher la question était le président du Conseil.

Le 2 mars, les jeunes du Central Télégraphique de la rue de Grenelle à Paris, recommencèrent l'agitation. A 11 h. 45, ils se réunirent au nombre de 80 environ, et embouteillèrent l'entrée du vesti-

bule « Chappe », donnant accès dans les locaux du Poste Central. Pendant une heure dix, aux cris des 500! 500! et au chant de l'*Internationale*, ils manifestèrent vigoureusement.

Le lendemain, une nouvelle manifestation se déroula avec plus d'ampleur que la précédente.

A 12 h. 30, on annonça aux jeunes qu'ils étaient tous suspendus de leurs fonctions. La riposte ne se fit pas attendre. *L'Internationale* répondit aux paroles prononcées par le représentant de l'Administration.

Aussitôt un meeting s'organisa dans la cour et on se sépara aux cris de : « Vive la grève! Amnistie! Nos 500! »

Le 3 mars, tous les camarades suspendus du Central, au nombre de 80, se retrouvèrent dans la cour, bien décidés à empêcher coûte que coûte, à midi, l'entrée et la sortie des brigades adultes. Ils embouteillèrent toutes les entrées du Central sous les yeux des camarades adultes, suivant avec sympathie et encourageant le mouvement des jeunes.

Le 5 mars, un grand meeting eut lieu à la Bourse du Travail. Plus de 3.000 personnes assistaient à cette assemblée, dont plus d'un millier de jeunes.

La grève fut décrétée dans le plus grand enthousiasme et dans une atmosphère de confiance, faisant présager la victoire. — R. MOUSEAU.

***

Ebert et Branting

Ces deux social-démocrates d'importance qui viennent de disparaître en même temps, symbolisaient avec le plus d'éclat la trahison de la Deuxième Internationale envers la classe ouvrière. Ils avaient livré celle-ci à la bourgeoisie aux heures terribles de juillet 1914, et depuis ils avaient consacré tous leurs efforts à briser l'élan révolutionnaire des masses. Devant de tels services, la bourgeoisie qui est parfois ingrate leur a manifesté publiquement sa reconnaissance.

Branting, trop à l'étroit dans sa petite Suède, avait étendu son action en entrant dans les organisations de la bourgeoisie : il était un grand personnage de la Société des Nations. Pendant la guerre, il avait été francophile. Mais les social-démocrates allemands ne lui en tenaient pas rigueur depuis qu'ils s'étaient retrouvés ensemble pour lutter contre la menace révolutionnaire. Ebert, lui, n'a pas eu besoin de sortir d'Allemagne, point le plus critique de la bourgeoisie au lendemain de la guerre. Premier et unique président du Reich jusqu'à ce jour, il a été l'homme à l'abri duquel la bourgeoisie allemande a commis tous ses crimes, depuis l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg, jusqu'à l'esclavage ouvrier par le plan Dawes. Les hommes représentatifs de l'Allemagne disparaissaient assez vite : Erzberger et Rathenau étaient assassinés, Stinnes mourait dans son lit, Helfferich par accident, Scheidemann et le hideux Noske devaient renoncer aux rôles de premier plan. Ebert restait. Son règne sera marqué par tous les crimes commis contre la classe ouvrière en Allemagne de 1918 à 1925, et même depuis 1914, puisqu'il fut pendant la guerre un fidèle serviteur de Guillaume. Il représentera l'Allemagne du vol par la dépréciation du mark, l'Allemagne de la grande misère ouvrière, l'Allemagne des « schieber », répugnants profiteurs râflant les richesses et menant joyeuse vie au milieu des « malheurs de la patrie », l'Allemagne qui, placée devant la révolution ou l'asservissement aux financiers américains, a choisi l'asservissement. Les magnats commandaient et il obéissait. Sa fin a l'auréole qui convenait à une telle vie : il disparaît au milieu de toute une série de scandales financiers dont lui-même et les chefs de son parti sont éclaboussés. — A. R.

***

Dans l'A. F. of L. Progrès de l'aile gauche

Dans le numéro de février du *Workers Monthly*, *Wm. Z. Foster* passe en revue l'activité déployée par l'aile gauche des syndicats américains au cours des derniers mois et particulièrement lors du renouvellement des bureaux syndicaux. Il est amené lui-même à constater que l'aile gauche a fait preuve d'une « force surprenante ». Cela ne veut pas dire que la lutte soit facile. Les bureaucrates trade-unionistes dressés par Gompers, disposent de plus d'un tour — à commencer par la fraude — pour se maintenir à leurs postes. Mais même si on ne peut espérer les déloger rapidement, ce qu'on doit attendre des progrès et de l'action de l'aile gauche, c'est qu'il leur sera désormais moins facile de trafiquer avec les patrons, qu'ils ne pourront plus agir en autocrates tout-puissants, et qu'il faudra tenir compte des aspirations de la masse.

Les progrès réalisés sont dus en grande part à l'activité de la « Trade Union Educational League » qui a rassemblé les éléments révolutionnaires, leur a inspiré une confiance nouvelle dans leurs possibilités d'action et a développé cette action méthodiquement en lui donnant une base solide et un programme positif.

Les mineurs, chez qui les révolutionnaires ont toujours été assez nombreux, ne se sont pas bornés à une critique impitoyable de la politique du président de l'Union, Lewis, un des plus enragés réactionnaires qui a recours aux exclusions pour se débarrasser des militants gênants. Ils ont dressé devant sa politique de trahison des ouvriers le programme suivant : nationalisation des mines; journée de six heures et semaine de cinq jours; protection des chômeurs par le paiement du salaire intégral à charge des compagnies; alliance des mineurs avec les cheminots pour combattre le plan Dawes; pour l'unité du mouvement syndical mondial; pour l'organisation moderne par industrie substituée à l'antique groupement de métiers; pour une politique de lutte de classe contre la politique de collaboration permanente avec la bourgeoisie, actuellement pratiquée; pour l'organisation des non organisés; pour l'élection directe de tous les fonctionnaires syndicaux et pour la reconnaissance de la Russie des Soviets.

Aux récentes élections, Lewis a été maintenu président par 136.000 voix, mais Voyzey, candidat de l'aile gauche, en a recueilli 66.000, obtenant la majorité absolue dans sept districts groupant 73 organisations locales. C'est un résultat encourageant, d'autant plus que des minorités aussi imposantes, et sur des programmes identiques dans les grandes lignes ont été rassemblées chez les métallurgistes, les charpentiers en bois, les mécaniciens, les fourreurs et les ouvriers de la confection.

:=: ENTRE NOUS :=:

— La *Révolution Prolétarienne* est trop chère.

— Trop chère? Non. Nous l'avons mise au prix qu'elle nous coûte. Il faut que nous joignions les deux bouts. Nous voulons vivre par nos seuls moyens. Impossible donc de baisser cette revue de 32 grandes pages à un prix de vente inférieur à son prix de revient. Nous ne pouvons ni ne voulons faire un cadeau ou une aumône à ceux qui nous liront. Nous ne voulons pas, à chaque échéance, afin de payer l'imprimeur, courir d'ami en ami pour trouver les centaines de francs qui manqueraient. Nous avons connu, avant guerre, ces courses absorbantes et démoralisantes. Nous ne voulons plus recommencer. Coopérative intellectuelle, nous devons vendre un produit sérieux à son plus juste prix. Cela ne veut pas dire au-dessous de son prix.

— N'empêche, 20 francs, c'est une somme.

— C'est à peine 5 francs d'avant-guerre. Et les 2 francs d'un numéro représentent dix sous d'autrefois. 2 francs, qu'est-ce que c'est aujourd'hui, pas même le prix d'une tournée chez le bistrot.

— Il aurait mieux valu ne donner que seize pages, par exemple, et réduire le prix de moitié.

— Facile à dire. Mais nous sommes à l'étroit dans nos 32 pages, terriblement à l'étroit. Nous devons différer la publication d'importantes études, étriquer nos rubriques régulières. Avec 16 pages, nous étoufferions littéralement.

— Mais si vous atteignez un tirage un peu important, vous couvrirez très largement vos frais.

— Notre première étape, c'est d'atteindre les 2.000 abonnés pour couvrir nos frais. Et par frais, nous entendons nos seules dépenses d'impression et d'expédition, puisque le travail d'administration et de rédaction est assuré à l'œil. Quand nous aurons franchi les 2.000, alors on verra! Soyez tranquille, on n'aura pas besoin de nous pousser vers des projets trop grands. Si nous ne tirions sur les rênes, nous nous serions déjà aventurés hors du champ des possibilités. Marchons donc vers les 2.000. Une fois que nous les aurons atteints, nous fixerons une seconde étape.

Pour le moment que chacun nous aide dans son coin, atelier, syndicat, cellule, groupe, localité, région, à trouver nos 2.000 premiers abonnés.

EFFORTS INDIVIDUELS

Nous comptons sur l'initiative de nos amis pour faire connaître la Revue autour d'eux et lui recueillir des abonnements. Signalons le moyen employé par Allot, de Douarnenez. Il a envoyé à une centaine de camarades du Syndicat de l'Enseignement du Finistère susceptibles de s'intéresser à la Revue, la circulaire suivante :

« Syndicalistes et révolutionnaires, jusqu'à ces derniers mois il nous manquait une revue vraiment syndicaliste et révolutionnaire. On sentait le vide laissé par la disparition de la *Vie ouvrière* d'avant-guerre. Ce vide est aujourd'hui comblé. La revue que beaucoup de camarades désiraient vient de paraître. Elle s'appelle: *La Révolution prolétarienne*.

« Dans le noyau de la rédaction, nous trouvons les hommes qui ont dirigé l'ancienne *Vie ouvrière* qui contribua dans une large mesure à l'éducation syndicaliste d'un grand nombre de militants ; nous trouvons ceux qui, en 1914, ne se laissèrent pas submerger par la vague nationaliste et chauvine et qui luttèrent contre le syndicalisme de collaboration de classes.

« Le premier numéro de *la Révolution prolétarienne* permet de croire que cette revue syndicaliste sera vivante et intéressante. A côté du « Carnet du sauvage », dans lequel Monatte passe en revue les faits syndicaux du mois, nous lisons les articles si documentés de Louzon (voir sommaire dans l'*E. E.* du 1er février). Pour aider à « l'œuvre de coopération intellectuelle ouvrière » reprise par cette revue, abonnez-vous, dès maintenant, à *la Révolution prolétarienne*. Prix de l'abonnement... Adresse, etc. »

Ce que Allot a fait pour son milieu mérite d'être fait dans le leur par tous nos amis. Cela n'entraîne pas de grands frais ni un travail énorme. Cent sous de timbres, quelques heures de travail. Et c'est incontestablement un système qui donnera des résultats.

PAS DE RECOUVREMENT

Nous devons limiter le plus possible notre travail d'administration et nos frais. Déjà, avec le strict minimum de travail: correspondance, enregistrement des abonnés, établissement des envois de possibles, trois camarades ont tous leurs loisirs occupés.

Aussi nous disons à ceux qui nous ont écrit de faire recouvrer par la poste le montant de leur abonnement qu'il est bien préférable qu'ils nous l'adressent eux-mêmes. C'est un travail compliqué que celui des recouvrements. Ne l'ajoutons pas à l'autre, au moins pour le moment. C'est en outre un procédé coûteux, qui écorne sensiblement le prix de l'abonnement.

Servez-vous du chèque postal — retenez notre numéro de compte courant : 734-99 — c'est le moyen le plus économique et le plus pratique. Il avantage et l'abonné et la revue.

LA VENTE AU NUMERO

Nous voulons trouver 2.000 abonnés. Cependant, nous ne voulons pas devenir une simple revue d'abonnés. Il faut que nous organisions notre vente au numéro, de façon à être lus par ceux qui ne peuvent d'un coup faire le sacrifice de 11 ou 20 francs, par ceux aussi qui se figurent qu'être abonné signifie être complètement d'accord avec tous les points de vue que nous défendons.

Nous avons donc organisé la mise en vente de la revue dans les kiosques parisiens ; mais la mise en vente doit être accompagnée d'un effort de la part de nos amis auprès des marchands pour qu'elles affichent visiblement la revue.

Nos amis de province doivent nous indiquer des dépositaires à qui nous pourrions faire régulièrement l'envoi d'un certain nombre de numéros.

Plusieurs camarades ont pris un paquet de numéros et les ont vendus dans les usines où ils travaillent. C'est un moyen qu'il faut généraliser. Il ne comporte aucune difficulté et il nous permettra de toucher tous les éléments qui ont intérêt à suivre le travail de notre revue.

TÉLÉPHONE
COMBAT 08-02
R. C. 251-310



LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 96, QUAI DE JEMMAPES. PARIS (10e)

CHÈQUE POSTAL
MARCEL HASFELD
N° 43.08

Le Livre qu'il faut lire à l'approche du 18 Mars

C. TALÈS

La Commune de 1871

Préface de Léon TROTSKY

Prix : 8 fr.

A paraître le 25 Mars :

LÉNINE

PAR LÉON TROTSKY

Prix .. .. 8 fr.

En préparation :

L'Économie Capitaliste

Principes d'Économie Politique

PAR ROBERT LOUZON

Prix .. .. 8 fr.

Histoire et Education Prolétariennes

Réflexions sur l'Éducation

PAR ALBERT THIERRY

Préface de Marcel Martinet – Biographie de Louis Clavel

Prix .. .. 10 fr.

La Ville en danger

Pétrograd, l'An II de la Révolution

PAR VICTOR SERGE

Prix .. .. 3 fr.

Vient de paraître :

La Planchette à Livres

Bibliographie Prolétarienne
Paraissant Cinq fois l'An
Abonnement annuel : 2 fr.

JANVIER
MARS
MAI
JUILLET
NOVEMBRE

FAITS ET DOCUMENTS

1. **La Déchéance du Capitalisme**
par Robert LOUZON
Prix 0.50

2. **LÉNINE-1917**
par Victor SERGE
Prix .. .. 2 fr.

Sous presse :

3. **Un souvenir par jour...**
Petit Calendrier Prolétarien
Prix .. .. 1 fr.

Vient de paraître :

Hommage à Lénine

"BONNE FEUILLE XXVI"

1	exemplaire	fco	0.25
10	—	—	2. »
25	—	—	4. »
50	—	—	7. »
100	—	—	13. »
500	—	—	60. »
1000	—	—	100. »

Pour recevoir les bons Livres et Brochures du mois, abonnez-vous au Colis Mensuel — Notice sur demande

Le Gérant : V. GODONNÈCHE (Travail exécuté par des ouvriers syndiqués) Imp. Cent. de la Bourse, 117, r. Réaumur.